NUMERO A 12 PAGES

le prolétaire

M 2414 - 379 - 4F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant: VALENTINI
7,avenue de la Forêt-Noire
F-67000 Strasbourg.

OCTOBRE 1984
20e ANNEE

4FF
2FS

nº 379

CONTRE LA GUERRE LUTTONS CONTRE NOTRE IMPERIALISME

La persistance de la crise économique générale du capitalisme, malgré la reprise conjoncturelle aux USA dont nous parlent tant les défenseurs intéressés de l'ordre bourgeois, alors même qu'une nouvelle récession se profile déjà dans le pays béni de la libre entreprise, est la cause directe de la "détérioration de la situation politique internationale", autrement dit de l'aggravation des rivalités et des tensions entre les grands Etats impérialistes qui se partagent le monde.

Hier, la 2° guerre mondiale a permis de relancer l'économie mondiale et d'amorcer une période de prospérité et d'expansion sans précédent sur les ruines de l'Europe et du Japon. Demain une 3° guerre mondiale s'imposera comme la seule solution au capitalisme pour faire repartir sa machine économique. La crise économique est fondamentalement le résultat du heurt des forces productives, formidablement accrues depuis 30 ans, avec les limites étroites du marché mondial. Le recours massif à l'économie de crédit depuis 10 ans a pu accroître artificiellement les limites de ce marché et ainsi amortir et retarder la crise économique ; mais cet expédient disparaît aujourd'hui avec la quasi-faillite de la plupart des pays du Tiers-Monde et les tensions inouïes auxquelles est soumis le système financier international. La conséquence en est la recrudescence de la crise économique dans les pays industrialisés, une concurrence économique et financière redoublée, des conflits d'intérêts plus aigus.

Le recours à la **force militaire** se généralise, y compris pour les impérialismes mineurs, on l'a vu au Tchad, au Moyen-Orient, aux Malouines.

La préparation du "gros" conflit, de la guerre mondiale - qui décidera du futur repartage du monde - se poursuit, avec des hauts et des bas, de crise en crise, et l'installation des euro-missiles (SS 20 et Pershing) a représenté une étape importante dans ce **processus.**

QUELLE LUTTE CONTRE LA GUERRE ?

La lutte contre la guerre est donc vitale, car remettre son sort à la sagesse des maîtres impérialistes du monde qui dépensent en armements des 500 milliards de dollards chaque année, qui n'ont jamais hésité à semer la mort et la désolation pour sauvegarder leurs richesses et leurs profits, serait une idiotie criminelle.

Mais peut-on croire que les appels à la morale, à la conscience, à l'opinion publique peuvent suffire à empêcher la guerre ? Jamais des pétitions, des manifestations fussent-elles immenses n'arrêteront le bras du militarisme. La guerre est le fruit naturel du développement capitaliste et non la conséquence du caprice de vilains "fauteurs de guerre" qu'on pourrait convaincre ou isoler.

C'est en constituant une force réelle capable de lutter contre les conditions économiques qui nourrisent le militarisme, comme contre toutes ses manifestations concrètes qu'il sera possible de s'opposer réellement aux menaces de guerre.

Les partis et les mouvements politiques qui en Europe orientent la mobilisation pour la paix tournent le dos à cette exigence. Ils prétendent lutter pour la paix en conciliant cette lutte avec la défense, ouverte ou voilée, de leur propre militarisme et en se bornant à condamner soit les fusées US, soit les fusées soviétiques. Que penser d'une lutte pour la paix qui, en France, se tait sur les guerres coloniales menées au Tchad, au Moyen-Orient, ailleurs demain ? qui ne dit rien sur l'armement conventionnel ou nucléaire français (la France et l'Angleterre auront, ensemble, 1 200 têtes nucléaires dans 6 ans) ?

Sur ces bases, ce n'est plus de l'hypocrisie, c'est une **complicité** ouverte avec le militarisme.

La crise mondiale, c'est aussi l'effritement du vieux partage du monde à Yalta entre l'URSS et les USA dont une des manifestations est la velléité de l'Europe à prendre ses distances à l'Ouest par rapport aux USA, à l'Est par rapport à l'URSS. En suivant cette voie, l'Allemagne choisira demain entre les 2 camps qui l'ont divisé, celui qui la réunifiera. Dans la course au déclenchement d'un conflit mondial un changement ou une redéfinition des alliances en Europe jouera un rôle décisif. Quel que soit le cours des événements, chaque bourgeoisie fera alors jouer à fond la corde de **l'intérêt national et de l'union nationale.** Ne pas répudier ces principes, est donc une menace mortelle pour les mouvements anti-guerre et une aubaine pour la bourgeoisie.

POUR L'ANTIMILITARISME PROLETARIEN.

La seule force capable de lutter de façon radicale contre le militarisme et les menaces de guerre est le prolétariat, parce qu'il n'est en rien lié à des perspectives de gains découlant des pillages et à la défense de profits tirés de dominations impérialistes. Ses intérêts immédiats l'opposent au capitalisme qui ne vit que de son **exploitation** et qui lui fait payer toute augmentation du fardeau du militarisme. Aucun intérêt ne l'oppose aux travailleurs des autres pays dont la solidarité lui est même souvent nécessaire dans ses luttes immédiates contre l'exploitation.

Une lutte sérieuse contre la guerre doit donc être orientée sur des bases prolétariennes. Le prolétariat a arrêté la première guerre mondiale; enchaîné à l'intérêt national il a été impuissant dans la seconde. Son retour à des orientations de lutte de classe est nécessaire au succès contre la 3°. Cela commence par le refus de la solidarité nationale dans la guerre économique et la lutte intransigeante contre les "sacrifices" que veut imposer le capital. Cette lutte contre les sacrifices économiques permettra la lutte contre les sacrifices pour la guerre et le renforcement de la **solidarité de classe** par delà les nationalités. L'opposition constante aux brimades, aux restrictions des droits, **à l'état d'exception** infligés aux travailleurs étrangers, la lutte contre les guerres coloniales, (même camouflées en "défense de la paix") développeront cette solidarité internationale et jetteront les bases d'une lutte internationale contre le capitalisme et ses guerres.

Il est possible de faire les premiers pas dans cette voie, la seule voie qui ne soit pas illusoire, à condition de rompre avec les orientations social-impérialistes des défenseurs du capitalisme déguisés en "communistes" ou en "socialistes".

Luttons:

- contre les expéditions coloniales ! Retrait des soldats français d'Afrique et du Liban !

- refusons l'appel aux sacrifices dans l'intérêt national !

- défendons nos frères de classe immigrés menacés par l'Etat bourgeois !

- dénonçons sans merci le terrorisme d'Etat (expulsions de réfugiés politiques, emprisonnements de militants) !

- dénonçons l'effort d'armement et le regain du militarisme français !

Ce n'est qu'ainsi et en se regroupant dans un parti qui coordonne et dirige effectivement cette lutte que nous pourrons trouver la force de nous opposer demain à la guerre impérialiste, de la transformer en révolution en réalisant **l'unité internationale du prolétariat contre l'impérialisme mondial .** ●

Vive la grève des mineurs anglais

VOIR NOTRE ARTICLE PAGE 10.

HALTE A L'OFFENSIVE ANTI-IMMIGRES

Le conseil des ministres du 19 octobre a adopté une série de décisions pour frapper les travailleurs immigrés à travers ceux d'entre eux qui sont les plus démunis, et les plus exploités: les travailleurs clandestins. Les "belles promesses" de 1981, dissipées depuis 2 ans au moins par un renforcement accru du contrôle de l'immigration et une répression anti-immigrée savamment orchestrée sont désormais lettre morte. Le masque de la générosité et de la solidarité est tombé laissant apparaître la réalité du visage bourgeois de la gauche. derrière le discours sur les libertés et la décrispation apparaît le rictus canaille d'une intensification systématique du contrôle des frontières, des expulsions massives, des contrôles policiers des travailleurs immigrés considérés officiellement comme "criminels" en puissance et des ratonnades policières. Dans ce domaine comme dans d'autres la recherche du consensus se développe sur le dos des travailleurs, en l'occurence les immigrés, et plus particulièrement les travailleurs clandestins évalués officiellement à 300 000.

Les mesures gouvernementales concernent le contrôle des frontières (avec fichage informatisé de toutes les entrées), le refus du regroupement familial, l'augmentation des moyens répressifs pour intensifier les expulsions (avec des crédits pour augmenter le nombre et les capacités des centres de regroupement des immigrés en voie d'expulsion où les conditions de détention seront encore plus bestiales), la chasse aux travailleurs clandestins (ce qui permettra à ceux qui les emploient au noir de les soumettre à des conditions d'exploitation encore plus ignominieuse). Le tout accompagné de promesses cyniques pour soi-disant favoriser l'intégration des travailleurs immigrés en situation régulière alors qu'il est clair que les ratonnades policières, les brimades administratives et plus généralement l'oppression raciste vont augmenter. Intégration sous la chape de plomb de la terreur bourgeoise, oui !

En frappant les travailleurs clandestins, c'est contre l'ensemble des travailleurs immigrés que l'Etat lance son offensive. Il s'agit de les soumettre à une pression intolérable pour briser à l'avance toute initiative de lutte puisque toute "infraction" (c'est-à-dire tout acte de combativité dans le cadre d'une grève par exemple, et depuis 1981 les couches ouvrières les plus combatives sont les OS en grande majorité composée d'immigrés) les menacera d'une procédure d'expulsion accélérée. Au-delà le pouvoir s'efforce d'accentuer la division entre travailleurs immigrés et français en cherchant à les opposer (proposition de remplacer les travailleurs clandestins saisonniers par des chômeurs français). Cela démontre une fois de plus que le gouvernement et que la gauche loin de s'opposer à l'action raciste de l'extrême-droite l'utilise pour généraliser une terreur policière et administrative. Ainsi le blocage de tout regroupement familial désormais officialisé était pratiqué depuis belle lurette par de nombreuses municipalités notamment celles contrôlées par le PS et le PC.

Face à ces mesures canailles il appartient à tous les révolutionnaires et à tous les militants de prendre place aux côtés des travailleurs immigrés pour l'organisation d'un réseau matériel de solidarité destiné à empêcher la chasse policière et les ratonnades , et pour organiser une riposte unitaire de l'ensemble des travailleurs immigrés. Il appartient également aux révolutionnaires de toute nationalité de lutter au sein de la classe ouvrière contre tous les préjugés racistes et plus généralement contre la terrible division qui permet au pouvoir d'organiser avec cynisme une offensive intolérable.

Face à la terreur anti-immigrée la seule solution est l'organisation d'une solidarité active et sans cesse plus large ainsi que la préparation d'une riposte unitaire fondée sur une mobilisation et une lutte sans réticence.

* A BAS LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION !
* NON AUX EXPULSIONS !
* CONTRE LES RATONNADES POLICIERES ET RACISTES, UNE SEULE RIPOSTE: LA SOLIDARITE ACTIVE !
* VIVE L'UNION DANS LA LUTTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES CLANDESTINS ET REGULIERS DE TOUTES NATIONALITES !
* VIVE L'UNION COMBATTANTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS FRANCAIS ET IMMIGRES !
* LIBERTE DE CIRCULATION POUR NOS FRERES IMMIGRES ! ●

Désunis pour mieux soumettre les prolétaires

Avec la constitution d'un nouveau gouvernement le 19 juillet dans lequel le PS occupe pratiquement tous les postes et avec le départ des 4 ministres du P"C", potiches dont la présence n'était plus jugée nécessaire, l'Etat bourgeois a tranché. Il est décidé à poursuivre son offensive anti-ouvrière qui se poursuit inlassablement depuis 3 ans en renvoyant le P"C" hors du gouvernement afin de l'utiliser en lui redonnant une plus grande liberté de manoeuvre et de lui permettre, si possible, de se refaire une virginité (ou à tout le moins, un semblant de virginité). Cela signifie que pour nous le départ des 4 ministres ouvriers bourgeois du P"C" ne peut en aucun cas être compris comme le résultat d'une incompatibilité structurelle entre le PS et le PC. Il doit au contraire être analysé comme faisant partie d'une volonté concertée de la bourgeoisie d'utiliser au mieux, c'est-à-dire dans le sens d'une consolidation des privilèges et des profits capitalistes, ces 2 forces qui chacune selon son profil, sont au service de l'ordre capitaliste et impérialiste français.

UN RECENTRAGE POUR MONOPOLISER LE TERRAIN POLITIQUE.

La constitution du nouveau gouvernement le 19 juillet correspond en effet d'abord à un effort pour continuer la politique de défense et de redressement des profits capitalistes en France. Comme nous l'avions rappelé dans le Prolétaire 377 en 1981-82, le gouvernement de gauche derrière le miroir aux alouettes de quelques réformes comme la semaine de 39 H, la 5° semaine de congé ou les lois Auroux, s'est efforcé de gérer l'état de grâce pour assurer la docilité des travailleurs afin d'engager l'appareil industriel dans une amélioration de la productivité (c'est-à-dire de l'extortion de plus-value sur le dos de la force de travail salariée) et de préparer les licenciements indispensables pour mener sous couvert de restructurations le "dégraissage" de l'économie capitaliste. Le blablabla réformiste était indispensable pour gérer les efforts de redressement capitaliste dans un contexte international de plus en plus difficile.

Dès 1982, les véritables objectifs du gouvernement de gauche apparaîssaient clairement avec le blocage des salaires puis le développement à partir de mars 83 d'une politique de rigueur, c'est-à-dire d'austérité anti-ouvrière; le tout sous couvert de réalisme, de bon sens, et de revalorisation de la notion d'entreprise. Ainsi dans une libre opinion publiée dans "Le Monde" du 29/8/84 sous le titre "Une pédagogie trop chère" un "brave" bourgeois (président de l'ACADI - cf également l'article sur les modernisations) peut pérorer: "honnêtement c'est fou le nombre de changements heureux que la gauche aura installés "au coeur d'une société française réputée "conservatrice, lourde, inapte à négocier les "les virages du temps ... C'est grâce à la "gauche, sans aucun doute, que l'entreprise "est désormais unanimement comprise, admise, respectée ... jamais les pouvoirs publics n'ont à ce point exalté le rôle et "l'importance de l'entreprise; jamais même "ils n'ont aussi bien designé les cibles que "les entreprises doivent s'assigner (sur le "dos des travailleurs, bien sûr -NDLR) pour "progresser et rattraper leurs plus grands "concurrents". Derrière ce signe "émouvant" de reconnaissance bourgeoise pour le travail entrepris par le gouvernement de gauche, il y a l'indication que celui-ci a fait oeuvre utile pour soumettre les travailleurs aux impératifs du marché mondial (où domine la concurrence acharnée que se livrent les capitalistes pour la défense de leur profit) ainsi qu'à l'intérêt national français qui signifie leur exploitation accrue, une "pédagogie de gauche" dont l'objectif réel était de faire renouer les travailleurs à la défense de leurs intérêts et de les réduire à l'état de souffre-douleur du capital; le vernis de gauche étant le prix à payer pour avancer sur cette voie.

Les effets d'une telle politique ne se sont pas faits attendre. Tandis que les travailleurs voyaient leur condition de vie et de travail se détériorer (baisse du pouvoir d'achat, licenciements et chômage accrus, misère croissante avec l'émergence de couches baptisées charitablement "nouveaux pauvres" (cf la note la grande bouffe dans ce n°), les profits se redressaient. Ainsi (cf voir encadré avec le graphique dans l'article sur la modernisation) "L'expansion" du 11-24 mai dans une note intitulée significativement "Les profits de la rigueur" remarquant que "les bénéfices des entreprises se sont améliorés en 1983 et feront "mieux en 1984". En précisant: "les profits "des sociétés françaises sont en hausse sensible quelque soit l' indicateur retenu. Au "sens de la comptabilité nationale, l'épargne "brute des sociétés (qui mesure leur capacité à investir) est en progression spectaculaire et leur "taux de marge" (rapport entre l'excédent brut d'exploitation et la "valeur ajoutée - c'est-à-dire l'effort fourni "par la force travail, effort dont une fraction seulement est rémunérée par le salaire - NDLR) retrouve, à près de 10 % "son meilleur niveau depuis 1979. Cette référence est significative dans la mesure où "1979 fut l'année au cours de laquelle la "politique de Barre était enfin susceptible "de réussir, si elle ne s'était heurtée au "second choc pétrolier". Comment reconnaître plus ouvertement que la gauche bourgeoise et opportuniste a réussi là où la droite avait échoué ?

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, comme nous l'avions dit à plusieurs reprises, la droite s'est contentée de vociférer contre la gauche qui menait la seule politique concevable au service des intérêts du capital, afin de mobiliser les classes moyennes dans l'espoir de détourner les effets du "dégraissage" contre les travailleurs et de hâter l'intensification de l'offensive anti-ouvrière. Car la gauche en gérant les intérêts du capital à perdu une bonne partie de son crédit politique par le développement d'une désillusion de nombreuses couches ouvrières (désillusion qui s'est traduite par une abstention croissante lors des différentes échéances électorales) et par le retour d'une bonne partie des classes moyennes qui avaient voté pour elle dans le giron de la droite et de l'extrême-droite . Ce double phénomène s'est traduit par un recul électoral régulier jusqu'au véritable coup de semonce qu'ont constitué les élections européennes de juin 1984. Le recul de la gauche l'a ainsi obligé à se livrer à un **recentrage** politique, c'est-à-dire à un redéploiement du PS et du PC sur la scène politique et à un nouveau partage de leur rôle respectif afin de continuer à monopoliser toutes les initiatvies politiques.

Le but est désormais d'endiguer toute poussée de lutte prolétarienne en réorganisant le jeu politique sous une forme nouvelle. C'est tout le sens de l'effort de **décrispation** engagé à partir du 19 juillet 84 après avoir été préparé par la superficielle agitation hystérique menée dans le but de passer le cap du printemps 1984 en évitant tout risque d'explosion sociale. L'opération décrispation signifie également que le pouvoir a décidé de mettre l'accent sur la nécessaire reconquête des couches moyennes. Cela permet de présenter les raisons de l'effritement du crédit politique de la gauche comme étant quasi exclusivement liées aux mouvements des couches petites et moyennes bourgeoises en refusant délibérément de prendre en considération le mécontentement des travailleurs et leurs désillusions. De la sorte il est possible de chercher une redistribution des cartes en continuant d'occuper le centre de l'échiquier politique et en confinant les préoccupations des travailleurs à une position marginale. La fonction de la décrispation est donc de permettre à la bourgeoisie de garder de l'avance dans sa capacité d'initiative face au mouvement ouvrier en recherchant un **consensus social et politique sur le dos du prolétariat.** C'est pourquoi les stratèges bourgeois ont fini par décider de garder le PS seul au gouvernement tout en renvoyant le P"C"F sur le terrain des municipalités, des quartiers et des entreprises. A charge pour les laquais de la place du Colonel Fabien de veiller à endiguer et à désamorcer sur le terrain toute poussée de lutte. Au-delà de la stratégie politique sciemment menée et préparée de longue main, cet "ailleurs" (ni dans la majorité, ni dans l'opposition) auquel est renvoyé le P"C"F traduit les difficultés que représentent les exercices de funambulisme auxquels l'Etat et ses fidèles serviteurs doivent se livrer pour garder leur avance sur le prolétariat et symbolise parfaitement la profonde aspiration du Capital à s'appuyer sur un prolétariat suffisamment disponible pour être tondu par une exploitation systématique, mais aussi suffisamment désorienté pour être totalement docile.

LA DISLOCATION DE LA STRATEGIE ANTIPROLETARIENNE D'UNION DE LA GAUCHE.

Il est important de remarquer que derrière les manoeuvres politiques bourgeoises dont nous venons de parler, l'Etat se trouve confronté à l'exigence de se forger une nouvelle stratégie d'ensemble. En effet les conséquences du scrutin européen de juin 1984 et la formation du nouveau gouvernement sont significatives.

Cela signifie d'abord une formidable usure du gouvernement de gauche qui en 3 ans seulement a brûlé l'essentiel de ses munitions et perdu pratiquement tout son crédit politique: 3 ans pour assurer le redressement des profits capitalistes mais au prix d'un net recul de l'influence politique et sociale du PS et du PC.

Cela signifie ensuite la dislocation d'une stratégie politique longue de plus de 10 ans: la stratégie d'union de la gauche. Celle-ci a permis à la gauche de se présenter comme solution alternative aux yeux des travailleurs alors qu'elle était dans l'opposition pour mieux dévoyer et trahir les poussées de lutte ouvrière dans les ornières de l'électoralisme (cf le Prolétaire n° 377). Cependant si la perspective d'une victoire électorale a permis de désorienter et de trahir pendant plus de 10 ans les luttes ouvrières, l'usure rapide de la gauche une fois parvenue au pouvoir crée des problèmes qu'il convient pour la bourgeoisie de combler rapidement.

C'est pourquoi nous affirmons qu'aujourd'hui ce qui manque à l'Etat c'est une stratégie (valable donc au moins pour une décennie) susceptible de dévoyer durablement la lutte des classes et d'occuper l'intégralité du terrain politique. Ainsi le recentrage dont nous avons parlé plus haut représente l'alignement d'un nouveau **dispositif tactique** en attendant l'élaboration d'une stratégie susceptible de concilier les intérêts à court terme et ceux à moyen terme de conservation de l'ordre politique et social de la France et surtout d'être véritablement opérationnel. C'est pourquoi la décrispation révèle la profonde convergence de tous les partis, au-delà de leurs rivalités boutiquières particulières, pour l'obtention d'un tel résultat.

Nous ne pouvons que nous réjouir de l'apparition de difficultés de cet ordre pour la bourgeoisie et ses larbins , mais il convient de ne sous-estimer ni l'adversaire ni la réalité du rapport de forces défavorable pour l'instant à un prolétariat en très grande partie désorienté et désorganisé .

La bourgeoisie dispose dans la situation actuelle d'atouts non négligeables. D'abord une avance, dans sa capacité d'initiative, qui lui donne un certain délai pour forger une stratégie alternative dans les 4 années à venir. Ensuite elle peut s'appuyer sur les résultats de la politique de sape menée par le PS, le PC ainsi que par les bonzes de la CGT et de la CFDT contre les travailleurs en les divisant et en multipliant, derrière les promesses bidons, le nombre des couches en situation précaire. Cette situation d'atomisation partielle constitue à l'évidence un obstacle pour la constitution de larges liens horizontaux à l'occasion des luttes qu'engagent les travailleurs et pour l'organisation de solides contacts durables dans l'intervalle de mouvements qui restent encore parcellisés.

La bourgeoisie et son Etat disposent par ailleurs du formidable arsenal répressif et judiciaire pour frapper les travailleurs et notamment les militants les plus combatifs car, du point de vue du prolétariat, la décrispation c'est d'abord et avant tout une répression accrue: extraditions des réfugiés politiques basques, interventions des flics contre les grèves, brimades des matons dans les prisons, offensive anti-immigrée qui annonce une intensification des contrôles et des ratonnades, etc. Enfin c'est l'utilisation systématique d'une intense intoxication sur le thème de la sécurité permettant de renforcer les contrôles policiers dans les quartiers (flotage, patrouilles, etc.).

Mais derrière ces atouts se profilent également des faiblesses qui inquiétent tous les stratèges bourgeois et opportunistes. Avec la division accrue des travailleurs, le discours politique des partis traditionnels (de droite et de gauche) à de moins en moins d'effet, comme le montre le sondage publié par "Le Monde" du 6 septembre 1984, juste avant l'apparition de Fabius à l'émission télévisée "L'heure de vérité" (c'est-à-dire l'heure bourgeoise de la vérité anti-ouvrière...). Par ailleurs, le contrôle de l'opportunisme politique et syndical s'amenuise dangereusement ce qui rend les réactions d'explosion ouvrières d'autant plus imprévisibles. C'est une des raisons pour lesquelles l'Etat a renvoyé le PC sur le terrain et a redonné une liberté plus grande de manoeuvre à la CGT.

Ainsi pendant que la droite et l'extrême-droite s'efforcent de mobiliser leur clientèle pour faire face à d'éventuelles explosions, le PS et le PC doivent assumer la responsabilité de l'élaboration d'une nouvelle orientation stratégique: le PS en poursuivant la gestion de l'Etat et de l'économie capitaliste se doit de forger un discours cohérent, au-delà du vernis de la modernisation qui a elle seule ne peut représenter une perspective stable; le PC en étant renvoyé du gouvernement.

Ces points de faiblesses de la bourgeoisie sont aujourd'hui plus particulièrement traduits par les difficultés du PC . Nous disions dans le Prolétaire n° 378 que celui-ci n'avait le choix qu'entre 2 lignes: renforcer sa participation gouvernementale en prenant exemple sur l'opportunisme italien ou, au contraire, se redonner un profil plus dur pour mieux saboter les poussées prolétariennes. Nous ajoutions que probablement il préférerait la première solution (c'est ce qu'ont révélé les tentatives des éléments dit "réformateurs" qui ont multiplié les déclarations dans ce sens: déclaration de Rigout à Rome alors qu'il était encore ministre; publication du livre d'Anicet le Pors ("Contradictions" - exprimant la position inconfortable du PC); déclarations de Juquin, mais nous ajoutions que cela dépendrait en dernier ressort de leur maître, l'Etat bourgeois. Et celui-ci a tranché dans un sens qui oblige le PC à reprendre le chemin oppositionnel dans une situation où il y est bien moins préparé qu'en 1947. C'est pourquoi les "réformateurs" du PC sont aujourd'hui en veilleuse et semblent devoir se résigner, dans la perspective du 25° Congrès en février 1985, (à moins que le déplacement d'un cran à droite du discours officiel du PS leur donne une faible marge de manoeuvre pour occuper le terrain tout en justifiant la différence qui existe entre le PS et le PC). Quoiqu'il en soit le PC se trouve soumis à des tensions accrues qui risquent bien de lui provoquer de sérieuses élongations voire des déchirures musculaires dans sa gymnastique de contre-révolutionnaire professionnel. Ainsi le contrôle exercé par le groupe Marchais derrière la perspective fumeuse du Grand Rassemblement populaire Majoritaire (ni plus ni moins !) signifie aussi bien une tentative de se prémunir contre des "grands écarts" que la soumission totale du PCF aux impératifs de son maître l'Etat français.

Plus que jamais ce qui est à l'ordre du jour pour les masses ouvrières c'est une mobilisation sur la base d'une ligne indépendante de toute influence bourgeoise et opportuniste contre tous les aspects de l'offensive de l'Etat et des patrons: sur le terrain des usines, des quartiers de la solidarité avec les travailleurs immigrés soumis à une répression accrue. Cela suppose dès maintenant des efforts qui seront difficiles pour tisser des liens afin d'être en mesure d'organiser une riposte efficace des travailleurs. Cela suppose également et surtout un regroupement des militants combatifs et révolutionnaires contre l'opportunisme politique et syndical et contre les atermoiements de l'ex-extrême-gauche (qui à force de se mettre à la queue du PS et du PC se retrouve gros jean comme devant) pour la constitution d'un véritable pôle alternatif de lutte. ●

Enternasyonalist Proleter
Enternasyonal Komünist Partisi
No: 4 - EYLÜL 1983
DÜNYADA BİR HEYULA KOL GEZİYOR: KOMÜNİZM HEYULASI !
TÜRKİYE'DE BURJUVA DİKTATÖRLÜĞE KARŞI, DEVRİMCİ PROLETARYANIN YENİ SAVAŞ NARASI, «TEKRAR GELECEĞİZ VE YENECEĞİZ !» OLACAKTIR.

IMPRIMERIE:
ICAL
3, rue de la Division Leclerc
67000 Strasbourg.
Distribué par les NMPP
n° d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926

«Modernisation», «Redressement»: les travailleurs casquent

Que de chemin parcouru depuis 18 mois sur "la voie de la modernisation et du redressement économique" ! Qu'on se rappelle les propos de Fabius qui, encore en juin 1983, déclarait: "pas de suppressions d'emploi sans création correspondante, quelqu'en soit le prix", sans parler des plans chauvins trop "utopiques" de Chevênement, Ministre de l'Industrie, jusqu'en mars 1983. Les portes de Citroën à peine refermées (et les cages retirées !) sur les 7 500 licenciés que, Hanon, le PDG de Renault annonce, vendredi 5 octobre, un sureffectif de 13 500 salariés à la Régie, sans oublier un minimum, pour commencer, de 2 600 licenciements chez Creusot-Loire. La bourgeoisie semble exulter: enfin ! disent de concert, patronat et journalistes économiques à leur solde; enfin ! les profits se sont restaurés en 1983 (voir encadré avec le graphique); enfin ! on peut dégraisser tranquillement, plus facilement même qu'avec Barre.

"Le Point" titre à la une du 3/9: "Mitterrand, ne dites pas à la France "que je suis libéral, elle me croit socialiste" (tu parles !) et dans "Le Monde" fin août H. Sérieyx, président des cadres dirigeants de l'industrie (ACADI) suite à un séminaire de 600 chefs d'entreprise déclare: " quelle "révolution culturelle, dans un pays marqué "par l'histoire, les clivages; de telles évolu-"tions mentales sont quasi-miraculeuses : "c'est grâce à la gauche, que l'entreprise "est désormais unanimement comprise, res-"pectée (...) jamais les pouvoirs publics "n'ont à ce point exalté le rôle de celle-ci, "etc.' Et Gattaz en rajoute, aidé par E. Maire: "bravo, mais ne restons pas à des "demi-mesures; laissez-nous licencier, sans "l'autorisation de l'inspecteur du travail (qui "accepte toujours, en mettant les formes!)". Bref, c'est **"toujours plus" mais pour le capital,** pour retourner l'expression du très libéral-cynique F. de Closets.

Cependant, en même temps, nos bourgeois s'inquiétent, voyant clairement que s'alourdit "le climat social", alors qu'ils doivent approfondir leur offensive: classe ouvrière = classe dangereuse, malgré la paralysie actuelle, malgré l'annonce, 1 000 fois, de la disparition de la lutte des classes. Bien révélateur est le silence des médias sur la grève, depuis 7 mois, des mineurs britanniques; de même que la campagne en cours, parfaitement démagogique, sur la pauvreté en France, de la part des responsables de tous bords.

MODERNISATION = OFFENSIVE TOUS AZIMUTS CONTRE LE PROLETARIAT.

Selon MM. Mitterrand et Cie, "que voulez-vous il faut bien s'adapter, pour "le bien de tous ... les français, et pour que "la France garde son rang"; Mauroy (comme Fabius) ajoutait ("Le Monde" du 10/2/84) : "modernisation, oui, mais **à visage humain...** "notre objectif (nous, la gôche) est de con-"cilier l'impératif économique et l'impératif "social " (!). Alors, une adaptation naturelle ? allons donc !, un patronat machiavélique que casse l'outil de travail, comme le prétendent les Marchais-Krasucki ? La gauche hésite entre le Capital et le Travail ? tu parles !

Toujours plus pour le Capital, tel est exactement le sens des vagues succesives, incessantes, de restructurations industrielles (de même que la rigueur budgétaire).

Restructurer = moderniser l'outil = naturellement supprimer les sureffectifs: comme la démonstration semble simple ! Ainsi la liste des suppressions d'emplois industriels, prévues et réalisées, s'allonge chaque jour, plusieurs centaines de milliers en tout cas pour 84-85. Rappelons le pour quelques secteurs:

Date	Groupe	Suppressions. Prévues ou décidées.	Effectuées.
Déc. 83	TALBOT.	7370.	Janvier 84.
Mars 84	USINOR + SACILOR.	30 000 (sur 2 ans) + 4 000 (sept.84)	En cours.
Avril 84	MICHELIN.	5 000 à Clermont-Ferrand.	En cours.
Mai 84	CITROEN.	7 500.	Fin août.
Août 84	AUTOMOBILE.	Rapport Dalle: 50 000 à 100 000 sur 2 ans.	
Oct. 84	RENAULT.	Selon le PDG Hanon: 13 500.	
Oct. 84	CREUSOT-LOIRE.	2 600 (au minimum).	

Ajoutons évidemment, les milliers de licenciements dans les Chantiers Navals, le textile, la Chimie (nationalisée!); de plus, rappelons que, pour 3 000 licenciements "secs", comme dit E. Maire, par mois dans une de ces branches, c'est 40 à 45 000 encore plus secs, aux conditions de chômage minima, dans les PME, et notamment dans le bâtiment, la mécanique, les sous-traitants, etc. ; ça fait beaucoup pour une "adaptation naturelle"; et **nous sommes, jusqu'en 1985, en phase d'expansion économique !**

MODERNISATION = MYSTIFICATION.

Ce point est déjà acquis pour nos lecteurs, mais il n'est pas inutile d'enfoncer le clou, en ces périodes **d'intoxication systématique** de la part du pouvoir , des "partenaires sociaux" et des médias.

En fait, il s'agit de la **nième confirmation** des bonnes vieilles contradictions inhérentes au développement du capitalisme, révélées par Marx et Engels, il y a plus d'un siècle: d'une part, ces restructurations ne sont que "l'adaptation" ...aux lois du marché. En effet, avec la guerre commerciale mondiale en cours, la concurrence accrue a fait perdre des parts de marchés à la sidérurgie américaine, européenne et française; de même, le capital japonais et d'Asie du Sud-Est font reculer les chantiers navals, l'automobile occidentale, etc. ; les moindres coûts de production, là-bas exigeant leur réduction, ici.

Mais d'autre part, les chutes des ventes et du profit, l'accroissement considérable et sans fin de l'endettement des groupes cités, confirment avec éclat la **loi économique de la baisse tendancielle du taux de profit de Marx.** En effet, la crise, ouverte en 1974, est un crise du surproduction de marchandises et une crise du valorisation du capital. Le marché mondial est saturé, car ni les consommateurs, la part des salaires (capital variable) étant limitée par l'exploitation bourgeoise, ni les entreprises, ne peuvent absorber le surplus de marchandises, produites à coups de gain de productivité, à un prix qui rentabilise le capital investi: d'où surproduction. A cela, s'ajoute la **tendance à la chute du taux de profit,** provenant de la part toujours croissante de capital constant (les machines remplacent l'homme), aux dépens du capital variable (seule source de valeur et de plus-value).

Ainsi, tout le capital existant ne peut réaliser le taux de profit moyen; d'où, concurrence accrue pour le repartage des marchés, et de la plus-value; d'où obligation de sacrifier une partie de capital , les canards boiteux, et en premier lieu, les prolétaires de ces entreprises, afin de permettre au capital restant de redresser son taux de profit. C'est la période ouverte de crise qui, déjà à deux reprises, n'a pu se résoudre réellement que par une boucherie mondiale.

Alors MM. les spécialistes en tous genres, les Y. Montand, "les experts en gestion psycho-sociale du travail", les zorros, patrons de choc new-look du style B. Tapie sans oublier administrateurs et nos superbonzes, ainsi que Môssieur Chérèque, le n°2 de la CFDT, nommé, le 2 mai dernier, "préfet délégué, chargé du redéploiement industriel en Lorraine" (rien que ça...), oserez-vous répéter longtemps, "vive la crise" ! Suffit !

Les usines sidérurgiques ou automobiles sont-elles de vieilles installations pourries et leurs ouvriers incapables ? Pas du tout; le ralentissement du marché mondial de l'acier (lié au la chute de la demande du secteur I, secteur de l'investissement et des biens de production), ajoutés aux pertes de marché des boîtes occidentales, ont fait gonfler les stocks, baisser "le taux d'utilisation des capacités de production", comme disent les spécialistes, et chuter fortement le prix de l'acier, au-dessous des côuts moyens. Et donc, même les unités les plus modernes, à peine installées, si coûteuses , comme dit Krasucki, bref, le nec-plus-ultra en matière de productivité et d'organisation rationnelle du travail, connaissent un déficit d'exploitation. Plus précisément, répétons-le, le problème est la **rentabilité du capital** . C'est **sur la prévision de débouchés élevés** (le plan Judet de 1982 prévoyait une production de 24 millions de tonnes d'acier, hypothèse retenues par le gouvernement; on en est en 1983-84 à 17 millions de tonnes !) que les estimations de rentabilité ont été faites; la loi est dure ! : chute des recettes, d'où les emprunts ne peuvent être remboursés; emprunts à nouveau à quelque 15% par an, et souvent en devises; et ainsi, on obtient 10 milliards de francs de **soi-disant pertes** pour les deux seuls groupes USINOR et SACILOR en 1983.

Le lecteur réalise que, même parfaitement efficace, l'entreprise est archi-endettée avec ce tribut à verser au capital financier, CQFD. Le raisonnement est identique pour les chantiers navals, l'automobile, etc. Rappelons que l'endettement du seul groupe Renault est de 45 milliards de francs; celui d'EDF de ... 250 milliards de francs, lourds évidemment, soit plus du quart du budget de l'Etat, à lui seul.

La modernisation est donc un gros **prétexte,** largement déjoué. Tout est clair, quand on ajoute que, pour les secteurs de pointe, **les super-créneaux d'avenir,** industries du téléphone et filière électronique, les **créations d'emplois se réduisent à une peau de chagrin,** de 90 000 emplois prévus pour 1983-87, les estimations sont déjà ramenées à 30 000 ! et **qu'enfin** les entreprises, pourtant nationalisés (justement ?) de ce secteur suppriment en ce moment des milliers d'emplois !: voir le "Nouvel Economiste" du 8/10/84: 6 000 suppresions d'emplois en cours et prévus, soit 10 % des effectifs, chez CIT-Alcatel, la CGCT, Thomson -téléphone et LMT.

RESTAURER LE TAUX DE PROFIT: L'OFFENSIVE DU CAPITAL.

La bourgeoisie internationale a tenté de faire croire, pendant les 30 ans d'années fastes, qu'elle maitrisait les contradictions de son système économique, grâce à l'intervention de l'Etat, selon les recettes keynésiennes. Et si le visage de la crise de 1974 à 79 a présenté des différences avec cette de 1929, c'est grâce aux **drogues du capital:** il s'agit de la politique sociale et de régulation économique par l'Etat, le recours permanent et croissant aux dépenses militaires, la généralisation du crédit à la consommation, le recours à l'inflation permettant au capital et à l'Etat de reporter sur le dos des prolétaires ou des autres franges plus exposées, type PME, ou simplement reporter à plus tard les échéances du remboursement des emprunts effectués.

Or ces palliatifs ont atteint largement leurs limites; et, comme la bourgeoisie ne peut plus se contenter de reporter la crise sur les pays totalement ruinés, de la périphérie (et sur leurs prolétaires et masses paysannes), elle doit, depuis 1980-81 s'attaquer ouvertement à ses propres prolétaires.

D'ou les vagues brutales de suppressions d'emplois et de réduction du pouvoir d'achat, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, ... et maintenant, avec la gauche, en France.

Tenter de restaurer le taux de profit c'est procéder, par tous les moyens , **au repartage de la valeur** en faveur du capital et au dépens du **salaire,** c'est-à-dire "le toujours plus pour le Capital"; les prolétaires connaissent bien les inépuisables ruses bourgeoises, pour en subir les conséquences depuis 10 ans. Démonter ce mécanisme de l'exploitation accrue est un jeu d'enfants, avec la formule du taux de profit de Marx:

$$p' = \frac{pl}{c + v}$$

Pour augmenter p', le capital cherche à accroitre pl, la plus-value extorquée, et à réduire la part versée en salaire, v, et les dépenses en capital constant , c; ainsi, le capital-argent A s'élargit à : A' = A + pl.

Concrètement, **diminuer v** c'est d'abord pour une même production, **réduire le nombre de salariés:** avec les milliers de licenciements, ce moyen est massivement utilisé; ainsi, pour ces prolétaires, sont supprimés les maigres éventuels avantages antérieurs; pire, cela est une perte sèche de pouvoir d'achat pour les chômeurs et pour les pré-retraités, même avec les subsides du FNE, avec en prime (!) une dramatique incertitude pour les premiers, et isolement pour tous.

Diminuer v, c'est de plus, pour les salariés restants, des pressions multiples des patrons pour réduire les salaires, déqualifier, développer le travail précaire, etc . C'est enfin multiplier les manoeuvres pour réduire la part patronale versée en charges sociales. Là aussi, en France, la bourgeoisie ne s'est pas gênée, ces dernières années.

Augmenter pl, c'est accroitre l'exploitation par **l'intensification** du travail, l'accélération des cadences, la suppression des minces temps-morts, etc. autant de procédés masqués par l'expression fourre-tout "gains de productivité", qui proviendrait avant tout, des machines !

Bref, loin de s'améliorer, avec la gauche au pouvoir et avec les nationalisations, etc. , les conditions de travail se détériorent, un ouvrier, récemment nous expliquait à quel point les chefs se croient tout permis dans les bagnes "pourtant" nationalisés.

Enfin, accroître le taux de profit **c'est réduire c,** c'est-à-dire les coûts en capacités et en moyens de production . C'est le cas lorsque les gains de productivité, en amont, permettent de réduire les coût d'achats de machines ou de produits intermédiaires; de même, lorsqu'est accru le temps d'utilisation du matériel par les 2 et les 3 équipes (réduisant d'autant la durée de l'amortissement).

La bourgeoisie réduit c lorsqu'elle ferme des installations, même tout à fait récentes: ainsi elle réduit les frais de fonctionnement et d'entretien. Mais, dans ce cas, le **remboursement** de ce capital investi n'est **pas assuré;** si l'entreprise fait faillite, les capitalistes, et leurs salariés en premier, se partagent les pertes . La bourgeoisie **fait mieux,** en conservant la **société,** c'est le cas des groupes nationalisés entre autres: on fait **reporter l'effort du remboursement sur les prolétaires restant** dans l'entreprise (c'est ainsi que les groupes cités sont **toujours lourdement endettés !**); il faut bien que le capital financier touche **ses billes** ! Et enfin pour une part , c'est l'Etat qui **recycle,** par l'impôt, une partie de v, transformé en **capital,** par le biais des **aides,** dons et autres **augmentations** des fonds propres des groupes déficients. Bravo, le tour est joué !

Ainsi s'explique clairement l'aspect apparemment aberrant et **négatif** des plans récents de la sidérurgie, des chantiers navals, de l'automobile; aspect qui gênait Serge July dans "Libération" du 16/4/84 titrant "il ne suffit pas de détruire". Les mesures prises, en effet n'ont **rien** de dynamique, ne constitue pas une **stratégie de reconquête,** ni à plus forte raison, ne comportent pas d'aspects mobilisateurs pour les prolétaires; les **mesures financières** visent à restaurer le profit, un point, c'est tout !

LES ENJEUX VITAUX.

Ainsi on voit clairement que "redresser la France" passe par la remise en cause, progressive mais systématique, de la situation matérielle des prolétaires, au nom de la flexibilité, de l'emploi, de l'adaptation et de la rentabilité nécessaire, etc. , bref passe par sa paupérisation croissante.

De plus, tout le monde voit bien la manoeuvre du pouvoir et de ses "partenaires sociaux": faire passer le maximum de mesures en 1984, et au premier semestre 1985, pour pouvoir relâcher légèrement la pression, à partir de juin-septembre 1985 à mars 1986, en vue, certes des élections, mais aussi de la récession économique à venir.

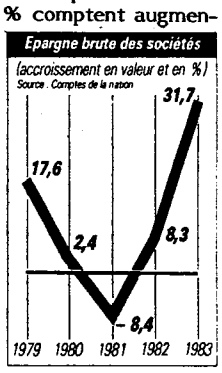
Donc, offensive la plus nette , mais, comme on est en démocratie, et avec l'opportunisme PS au pouvoir (le PC reste un collaborateur actif !) il s'agit de tenter de faire accepter les sacrifices, avec une sauce particulière, en compensant par exemple les **attaques,** par quelques **mesures sociales,** pour certaines franges touchées, afin de **désamorcer** les conflits et parce qu'on est de gôche, c'est le sens "du visage humain" mais surtout avec beaucoup de baratin !

Il s'agit du souci politique de rechercher la stabilité de l'ordre établi, à moyen terme, et pour cela **d'empêcher** par toutes sortes de manoeuvres, et par le bourrage de crâne idéologique, le maintien et la renaissance de la lutte prolétarienne; ainsi, ont-ils une stratégie systématique de division ouvrière et toutes les mesures prises, l'ont été **avec une tactique complexe** et, ne les sous-estimons pas, souvent habile (nous développerons ce point dans notre n° de décembre).

Tout ce **luxe** de précaution dans nos régions impérialistes, **révèlent** parfaitement que, malgré la paralysie actuelle du prolétariat, le spectre d'une reprise des luttes révolutionnaires hante la bourgeoisie. Qu'ils tremblent, en effet ! Le prolétariat, lui aussi, fait son **bilan,** et prépare, certes aujourd'hui de façon souterraine, les conditions d'une riposte tenance et énergique. La guerre de classes ne fait que commencer. ●

L'expansion n° 242, de juillet 84 confirme: " tour de vis sur les salaires, "diminution des effectifs, reprise de l'acti-"vité, les résultats ne peuvent que s'amélio-"rer... L'optimisme (des entreprises interro-"gées) l'emportent: 42 % comptent augmen-"ter leurs bénéfices en "1984. 53 % comptent "faire mieux en 1985. "L'exercice 85 verrait "les comptes s'assainir "pour la troisième "année consécutive".

L'Expansion n° 238 , mai 84: " ce sera la "bonne nouvelle de 83: "les profits sont en "hausse sensible, quel-"que soit l'indicateur "retenu. Le taux de "marge retrouve , à "près de 10 % son ni-"veau de 1979" !



La politique de rigueur se confirmant, la hausse des profits devrait se poursuivre en 1984.

Correspondance : Malville 84

Les 4 et 5 août derniers s'est tenu à Malville (dans le Bugey) un rassemblement contre le sur-générateur Super-Phénix. Malgré les prévisions optimistes des organisateurs, il n'y avait guère que 3 000 personnes qui s'étaient déplacées et étaient venues assister à ce qui tenait plus de la kermesse champêtre que du rassemblement militant.

Le but du rassemblement était de protester contre la mise en route du sur-générateur (qui doit avoir lieu en 1985), une sorte de gigantesque centrale nucléaire qui a la particularité de produire plus de combustible qu'elle n'en consomme. Suivant certaines modalités, le sur-générateur peut produire du plutonium à usage militaire (pour fabriquer des bombes atomiques). Les autorités prétendent actuellement que Super-Phénix est à usage exclusivement civil; mais toute une série de déclarations officielles ont clairement indiqué que la filière des sur-générateurs avait bien un intérêt militaire.

L'appel au rassemblement mettait l'accent sur cet aspect avec comme slogan central: "derrière Super-Phénix, nos euro-missiles". Mais en fait, le rassemblement lui-même se situait au confluent de 2 mouvements, l'un moribond (le mouvement écologiste) et l'autre encore à naître (le mouvement anti-guerre).

DE 1977 . . .

C'est précisément à Malville que le mouvement écologiste et anti-nucléaire florissant à la fin des années 70, connût au sens propre son épreuve du feu, en juillet 77. A l'appel des organisations écologistes des dizaines de milliers de personnes vinrent alors manifester contre le début des travaux de Super-Phénix. Les organisateurs avaient prévu une marche pacifique et symbolique, mais des milliers de jeunes accourus des cités et des banlieues de la région pour manifester leur haine de l'ordre établi et, encouragés par un rapport de forces favorable, se battirent pendant plusieurs heures contre les CRS. Le bilan fût lourd: un mort et de nombreux blessés parmi les manifestants.

Mais il fût encore plus lourd pour le mouvement écologiste qui, dépassé par son propre succès, se trouva mis cet été-là en situation de confrontation directe avec l'Etat.

Incapable, par nature, de se placer sur ce terrain, le mouvement reflua en désordre; ou plutôt il se fit **hara-kiri** (en entraînant d'ailleurs dans sa chute pas mal de forces d'extrême-gauche qui avaient cru y trouver un terrain facile pour l'élargissement de leur influence): les manifestations furent abandonnées au profit de la compétition électorale, d'autant plus que l'échéance de 1978 semblait devoir être celle de la venue des partis de gauche au pouvoir (et **toute** l'extrême-gauche y voyait l'occasion tant attendue d'appliquer la fameuse stratégie du "soutien critique" et du "débordement").

. . . A 1984

Sur Malville planait donc l'ombre de Malville 77, comme pouvait s'en convaincre le participant au forum de bilan en écoutant les âpres discussions des groupes écologistes.

C'est en partie pour se soustraire à ce traumatisme que les organisateurs avaient voulu se rattacher au mouvement pacifiste. Mais le mouvement pacifiste est d'autant plus fort qu'il s'agit de combattre **l'armement des autres:** les Pershing pour le Mouvement de la Paix, les SS 20 pour la CFDT et assimilés. Participer à Malville et donc par là-même mettre en cause la force nucléaire française était inconcevable pour les uns comme pour les autres.

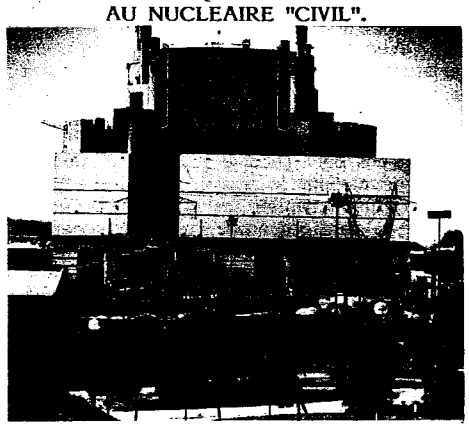
La CFDT se contenta d'une conférence de presse sur le nucléaire français tandis que le Mouvement de la Paix se dorait sur les plages. Le PSU et le CODENE (comité pour le désarmement nucléaire en Europe) se retirèrent de l'organisation du rassemblement, tout en y étant présents par des stands. Il faut à ce propos accorder une mention spéciale au PSU, qui a manoeuvré pour que le rassemblement n'ait pas lieu, qui y était cependant présent en force pour promouvoir son initiative propre ("la marche pour la vie") pendant que son ministre, Bouchardeau, était chargée par le gouvernement de couper l'herbe sous le pied du rassemblement par des déclarations lénifiantes.

Les organisateurs avaient voulu donner un caractère international à l'événement en s'adressant à des personnalités ou des mouvements de la petite-bourgeoisie pacifiste européenne: députés des verts allemands tous gonflés de leur succès électoral, députés de l'ex-extrême-gauche italienne qui brillèrent par leur absence, etc.

Par contre d'Italie s'étaient déplacés des dizaines de militants de comités de base représentant l'aile la plus avancée du mouvement anti-guerre italien, et notamment le comité promoteur de la manifestation contre la réunion à Rome des ministres européens de la Défense, qui fonde son activité sur la lutte contre son propre impérialisme.

Le rassemblement de Malville a eu le mérite de montrer au grand jour le véritable travail de **sabotage** des forces liées aux partis de gauche. Une authentique position de lutte contre le renforcement permanent du militarisme et les préparatifs de guerre exige une organisation indépendante de l'influence paralysante de ces forces et le retour aux méthodes et aux objectifs de **l'anti-militarisme de classe.** C'est bien entendu là un résultat qui ne tombera pas du ciel mais qui sera facilité par l'intervention des révolutionnaires et leur participation à la lutte, en commençant par la lutte contre les expéditions militaires outre-mer. Cela a été le sens de notre présence à Malville où nous n'avons malheusement pas pu faire plus que rappeler ces exigences générales (voir ci-contre le tract diffusé à cette occasion). ●

CE SONT LES INTERETS MILITAIRES DE L'IMPERIALISME QUI DICTENT LEUR LOI AU NUCLEAIRE "CIVIL".



SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE.

Pour mener notre combat contre le capitalisme, nous devons faire un effort important de propagande et d'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité politique. Le développement de notre presse ne dépend pas seulement de notre volonté militante mais aussi des moyens matériels que nous pouvons mettre en oeuvre pour lui assurer son existence et son extension.

Pour cela, toi qui lis notre presse et partage les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre presse en souscrivant au "prolétaire".

Souscription par chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre de:
VALENTINI.
7, avenue de la Forêt-Noire
67000 Strasbourg

L'ENNEMI EST DANS NOTRE PAYS

(TRACT DIFFUSE PAR LE PARTI A MALVILLE)

En poursuivant un programme électro-nucléaire de grande ampleur, alors même que tous les experts reconnaissent qu'il va entraîner une **surproduction** d'énergie, le gouvernement ne cherche pas seulement à satisfaire les intérêts, en France ou à l'exportation, des puissants industriels de ce secteur au détriment des masses (qui payeront le surcoût de l'énergie), il vise aussi des buts proprement **militaires** avec les sur-générateurs.

La venue de la gauche au pouvoir a coïncidé avec une formidable **exacerbation** du militarisme français: construction de nouvelles armes nucléaires "tactiques" ou "stratégiques", comme des sous-marins et porte-avions nucléaires, missiles de tout type. L'armée a été réorganisée avec la création des Forces d'Action Rapides sur le modèle de ce qui existe aux USA, pour pouvoir, selon les déclarations officielles, participer à la bataille en Europe et à des interventions outre-mer.

Malgré la dissolution annoncée à grands fracas des TPFA, la discipline a été renforcée dans l'armée et la chasse aux militants parmi les soldats a repris de plus belle. L'Etat-Major ne fait pas mystère de ses projets pour **allonger** le service militaire afin de disposer de plus de chair à canon, même si on peut s'attendre à avoir des durées d'incorporation plus faibles pour certaines catégories; on parle d'instaurer un système de **réservistes** avec des rappels périodiques sous les drapeaux ...

Il faut rappeler en plus que le gouvernement s'est dépensé sans compter pour l'installation des fusées Pershing en Europe, n'hésitant pas à faire pression sur certains gouvernements.

Surtout, la période actuelle a vu se réaliser "la plus importante intervention militaire outre-mer depuis la guerre d'Algérie" (Mitterrand dixit) avec l'opération Manta qui a pour but de maintenir à la tête du Tchad un militaire fantoche mais "ami de l'Occident".

Au Liban, sous couvert de défense de la paix, l'impérialisme français, de concert avec les USA et ses alliés, a essayé de maintenir un ordre contre-révolutionnaire qui puisse lui assurer une **profitable zone d'influence.** Les 1 300 soldats français qui sont encore au Liban (dans le cadre de la FINUL) montrent que l'Etat français n'a absolument pas renoncé à ses appétits impérialistes dans la région, où grâce à ses ventes massives d'armes il possède de solides intérêts.

CE N'EST PAS UN HASARD SI C'EST LA GAUCHE QUI A REALISE TOUT CELA.

Sous la 4° République, ce sont des gouvernements qu'elle dirigeait ou auxquels elle participait, qui ont commencé la guerre d'Algérie, la guerre d'Indochine, les massacres de Madagascar et du Maghreb, la tentative de recoloniser le Liban, etc: la bourgeoisie sait en effet que seule la gauche est capable de faire passer à moindres frais les avancées du militarisme ou les guerres coloniales au nom de l'intérêt national, grâce à la popularité qu'elle arrive à se forger dans les longues périodes d'opposition.

Aujourd'hui encore la gauche a fait passer ce regain de militarisme et ces préparatifs de guerre aussi facilement qu'elle a (jusqu'à présent) fait passer l'austérité et les sacrifices au nom des intérêts de l'économie nationale. Demain, au gouvernement ou dans l'opposition, elle mobilisera les masses pour la guerre au nom des intérêts de la patrie.

S'opposer aux préparatifs de guerre n'est possible qu'en refusant dès aujourd'hui les appels aux sacrifices et à la soi-disant solidarité nationale dans la guerre économique qui n'est que le premier pas vers la guerre tout court.

A la solidarité nationale contre les étrangers, il faut opposer la solidarité internationale des travailleurs et des exploités contre les capitalistes (ce qui commence par la solidarité avec les travailleurs immigrés contre l'Etat et les racistes), et au chauvinisme il faut opposer l'internationalisme.

Seul le développement de la lutte des classes internationale pourra arrêter la course à la guerre en préparant les conditions du renversement du capitalisme mondial, quels que soient les oripeaux "socialistes" ou "démocratique" sous lesquels il se camoufle.

*** Contre les "modernisations" et les réorganisations de l'armée, non au budget militaire !**
*** Ni Pershing, ni SS 20, ni fusées françaises !**
*** Solidarité avec les luttes des soldats, arrêt des poursuites contre les insoumis et les déserteurs !**
*** Troupes françaises, hors du Tchad et du Liban !**
*** Retrait des soldats d'Afrique et d'Allemagne ! Indépendance des DOM-TOM !**
*** A bas les campagnes racistes et chauvines, vive la solidarité avec les travailleurs immigrés et les travailleurs de tous les pays !**

L'ENNEMI EST DANS NOTRE PAYS ! ●

Août 14 : faillite de l'opposition non marxiste à la guerre

L'effondrement en août 1914 de la II° Internationale avec le ralliement de la plupart des partis socialistes à l'effort de guerre et l'union sacrée révéla de manière brutale la victoire de ce qu'on appelait le courant opportuniste sur le courant révolutionnaire dans le mouvement ouvrier. Réformiste, l'opportunisme repoussait à un lointain avenir les perspectives révolutionnaires; légaliste, il accordait une place centrale aux campagnes électorales et à l'action au sein des parlements; pacifiste, il pensait que la pression conjuguée des masses et l'action réformiste au sein des parlements pouvait écarter les menaces de conflit militaire.

Sur ce plan, la faillite des partis réformistes fût particulièrement éclatante, car c'était une des question centrales débattues dans toutes les sections de l'Internationale et à chaque congrès.

De ces vieux débats, il est possible de tirer des leçons encore pleines d'actualité.

Dans la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO, le parti socialiste français), la majorité "opportuniste" derrière Vaillant et Jaurès, menait indéniablement une lutte importante contre la guerre. Dans les résolutions présentées par elle aux congrès, elle parlait même de mener la lutte pour empêcher la guerre "par "tous les moyens, y compris la grève générale et le soulèvement" (motion au congrès international de Stuttgart - 1907). Quel réformiste aujourd'hui parlerait de soulèvement ? Mais elle voulait concilier cette lutte contre la guerre avec la **défense de la patrie:** "la nation et la classe ouvrière "menacées ont l'impérieuse obligation de "défendre leur indépendance et leur autonomie contre de telles attaques. Et elles ont "le droit de compter sur le secours de la "classe ouvrière du monde entier" (ibid.).

Le fondement de la position opportuniste, qui dominait dans la plupart des partis, réside dans les principes de **l'intérêt national et de la défense de la patrie.** On connaît la fameuse phrase de Jaurès: "un peu d'internationalisme éloigne "de la patrie, beaucoup d'internationalisme "y ramène" qui a depuis permis à tous les réformistes de justifier leur reniement des positions internationalistes.

Et malgré les phrases ronflantes, les Jaurès et les Vaillant plaçaient leurs espoirs, non dans le développement de la lutte des classes, mais dans le recours à la politique des **arbitrages internationaux** (on dirait aujourd'hui: aux négociations de Genève) pour règler les différents entre les pays. L'action des masses n'était pas dédaignée: en octobre 1913, l'Internationale organisa le même jour des manifestations monstres dans les toutes les grandes villes d'Europe contre les menaces de guerre qui se précisaient dans les Balkans. Mais l'action de masse n'était comprise que dans le cadre d'une stratégie de **pression** sur les gouvernements. Jaurès a passé les dernières heures avant son assassinat à courir les ministères pour tenter de raisonner les chargés d'affaires de l'impérialisme français. Il en revint d'ailleurs convaincu que "le gou-"vernement ne veut pas la guerre"...

AOUT 14 : ...

Une autre tendance existait, autour de Guesde, le vieux fondateur du Parti Ouvrier et chef de file des marxistes français. Elle se voulait le défenseur intransigeant des positions orthodoxes sur l'indépendance de classe. Dans sa conception schématique, la lutte anti-militariste était dénoncée comme une **"diversion"** des tâches centrales du prolétariat. Citons, à titre d'exemple, la motion présentée par les Guesdistes au congrès de Nancy (1907) de la SFIO: "considérant que le militarisme (..) "est l'effet naturel et nécessaire du régime "capitaliste basé sur l'antagonisme des clas-"ses et qu'il ne saurait disparaître qu'avec "sa cause même: le régime capitaliste;

"considérant par suite qu'en "concentrant tous les efforts des travail-"leurs sur la suppression du militarisme dans "la société actuelle, on fait, qu'on le veuil-"le ou non, oeuvre de conservation sociale "en détournant la classe ouvrière de ce qui "devrait être son unique préoccupation: la "prise du pouvoir politique (...)

"déclare que la seule campa-"gne contre le militarisme et pour la paix "qui ne soit pas une utopie ou un péril est "la campagne socialiste qui organise les tra-"vailleurs du monde entier pour la destruc-"tion du capitalisme (...)".

Au nom de la défense des positions générales du socialisme, les Guesdistes condamnent l'action contre des maux particulier du capitalisme. Le purisme doctrinaire devient une excuse pour le refus de l'action révolutionnaire et ne peut que servir d'écran à l'opportunisme: "Là où il "aurait fallu se mêler à la masse, se jeter "la tête la première dans la vie sociale ,les "Guesdistes donnaient de sages leçons de " "morale" socialiste, ils se tenaient à "l'écart du champ de bataille, ils offraient "des formules scolastiques sans rapport "avec la vie (...) Et c'est ce qui a le plus "aidé, disons-le entre parenthèses, les ré-"formistes français à vaincre les marxistes "de leur pays" (1).

Un 3° courant s'était tormé dans le parti socialiste français, le courant "insurrectionnaliste" dit aussi Hervéiste, du nom de son leader, Gustave Hervé. Ce courant préconisait "l'action directe". Dans son journal, **la Guerre Sociale**, Hervé en appelait au citoyen "Browning" et à "Mam"zelle cisailles" autrement dit à l'action armée et au sabotage. Et dans les manifestations, les journalistes de la Guerre Sociale n'hésitaient pas, à l'occasion, de faire le coup de feu contre la police.

En dépit de son radicalisme apparent, l'insurrectionnalisme anti-dogmatique, ne pût au moment décisif résister à la formidable pression de la bourgeoisie. La Guerre Sociale changea de titre pour s'appeler **"La Victoire"**, et Hervé se retrouva dans le même camp que les opportunistes et les Guesdistes pour soutenir la guerre impérialiste.

Dans ces différentes positions, explique Lénine "on voit se refléter comme "dans une goutte d'eau les 2 maladies dont "continue de souffrir l'activité du prolétariat d'Occident: les tendances opportunistes "et la phrase anarchiste (...) le mode de "pensée anarchiste consiste à croire aveu-"glément en la force miraculeuse de toute "action directe quelle qu'elle soit; à déta-"cher cette action directe de la conjoncture "politique et sociale d'ensemble, sans faire "la moindre analyse de cette dernière (2).

A l'échelle internationale, il existait une autre tendance minoritaire, mais qui inspira la fameuse résolution finale du congrès de Stuttgart, où il était dit qu'on devait utiliser la crise provoquée par la guerre pour faciliter le renversement du capitalisme.

Cette position révolutionnaire du marxisme tranchait avec le "fatalisme" pseudo-marxiste (3) comme avec le pacifisme réformiste liée à "l'intérêt national", ou avec la phrase anarchisante des Hervéistes. Son axe fondamental qui s'incarna plus tard dans la formule du **défaitisme révolutionnaire** est que la lutte anti-militariste est inséparable de l'agitation révolutionnaire et doit viser à l'organisation des masses en vue de la révolution.

Ce n'est donc pas un hasard si la tendance réellement marxiste fût la seule en août 14 à ne pas trahir et la seule à continuer dans les pires conditions la lutte contre la guerre.

* * *

70 ans après l'échec du socialisme réformiste et pacifiste, l'approche d'un nouveau conflit mondial redonne une actualité brûlante à ces leçons du passé. Beaucoup de choses ont changé dans le paysage politique; au vieil opportunisme social-démocrate s'est rajouté l'opportunisme d'ascendance stalinienne. Le courant révolutionnaire marxiste est plus faible; mais demain, comme il l'a été hier, s'il sait combattre le purisme fataliste et le faux extrémisme sans principes, il représentera pour le prolétariat la seule chance de combattre le militarisme et les guerres en même temps que le capitalisme. ●

1) Zinoviev. "La II° Internationale et le problème de la guerre". Contre le courant, tome II.
2) O.C, tome 15, page 208.
3) Cf. le discours de R. Luxembourg à Stuttgart.

Correspondance ouvrière : Congrès CFDT/PTT

Nous passons avec beaucoup de retard cette correspondance sur le congrès de la fédération PTT de la CFDT parce qu'elle a l'intérêt de montrer en détail le fonctionnement de la bureaucratie syndicale, que ce soit dans les PTT ou ailleurs. Elle indique du même coup ce qu'il faut penser des "coups de gueule" poussés de temps à autre par les dirigeants fédéraux ou confédéraux quand ils veulent se donner des allures "combatives".

Se déroulant après la mise en place du plan Daucet (restructuration des Centres de Tri), combattu par les travailleurs, défendu par la seule fédération CFDT malgré la coordination nationale des sections CFDT des Centres de Tri (à l'initiative de Créteil). Après "l'affaire" du 8 mars (grève des fonctionnaires contre la perte du pouvoir d'achat où la CFDT s'est dévoilée (une fois de plus) comme briseuse de grève, alors que le représentant de l'union des fronctionnaires CFDT a signé l'accord gouvernemental soutenu par Maire et la Confédération.

La Fédération titrant "Le Congrès de chaque adhérent", il fallait redonner une image démocratique du syndicat, voulant faire croire que la Fédé s'appuyait sur une majorité ... silencieuse (tout en combattant dans l'ombre les fortes sections des Centres de Tri). Ainsi la Fédé a voulu se donner l'air de se préoccuper de l'adhérent isolé. Ceux-ci exclus le plus souvent de la vie de l'organisation syndicale auraient dû se pencher sur la centaine de pages du Rapport Général, des modifications statutaires (subtiles!), de la charte financière et de la résolution générale. Peu d'adhérents ont eu accès à ces textes. Bien peu de militants ont voulu ou pu s'en occuper. Cela est resté l'affaire des "bureaucrates syndicaux" qui se sont fait plaisir en amendant copieusement tous les textes proposés par la Fédé. Tout ceci en un mois, mobilisant beaucoup de temps et d'énergie.

Comme exemple voici la préparation, le choix des amendements retenus et le vote de la Résolution Générale qui fixe les orientations et les revendications pour les ans à venir.

DEROULEMENT DU CONGRES.

759 amendements sur les 46 articles (18 pages) proposés initialement par la Fédé. La Commission de Résolution (composée de 6 membres du Bureau National, plus 6 secrétaires régionaux. En réalité deux seulement ont participé aux réunions) a choisi 10 amendements,les plus caricaturaux et bien sûr les plus facilesà combattre par les membres du Bureau National. Ces 10 amendements ont été adoptés par le Conseil National (représentant toutes les régions et une partie des syndicats départementaux). C'est la démocratie ... grâce à l'ignorance. Il fallait donc adopter ces 10 amendements sans avoir eu connaissance des autres. Subtile magouille qui n'est pas apparue (ou qu'ils n'ont pas voulu voir) aux représentants des syndicats. Seule la région de Marseille a essayé de faire changer les amendements retenus, ayant eu **48 H** pour consulter les autres.

Après cette magouille le Congrès était joué d'avance, puisque aucune opposition ne pourrait s'exprimer sérieusement. De plus le texte présenté à la tribune par un membre du Bureau National, puis combattu par l'unique syndicat qui déposait l'amendement était re-défendu par un syndicat désigné d'avance par le Bureau National. Les jeux étaient donc faits, tout était ficelé. En témoignaient les affiches reprenant les thèmes fédéraux avant le vote de ceux-ci !

Sur tous les amendements déposés tant au Rapport Général, qu'aux modifications statutaires, à la charte financière ou à la résolution générale, deux, seulement **deux**, sont passés. Il est à noter que ces deux amendements sont remis (déjà!) en question par la Fédé. Belle leçon de démocratie ... pour ceux qui peuvent y croire.

Lors du vote de la "Motion d'actualité" (en dernier, le dernier jour,à la dernière heure) la région de Marseille déposait en préalable une motion d'ordre pour que cette motion ne soit pas mise en débat, estimant que les éléments la composant n'étaient pas des thèmes d'actualité, et qu'il s'agissait en fait, de par sa longueur d'une "mini-résolution-bis". Le Bureau National combattit cette motion d'ordre de toute son énergie. Pour une bonne raison: c'est à ce moment qu'elle (la Fédé!) a choisit de combattre la tendance "Pour une autre démarche syndicale". Le syndicat Paris-Télécom déposant l'amendement à la motion est connu pour son appartenance à cette tendance. Ce fut un flot d'injures qui indigna beaucoup de militants, mais pas assez, puisque la motion d'actualité est quand même passée.

LES RESULTATS.

Le Rapport Général présenté par Denis Tonnerre, secrétaire général, suivi de 65 interventions des syndicats, dont une trentaine très critiques ... mais cela ne s'est pas traduit dans les votes.

Pour: 63,04 % Contre: 30,36 %.
Abstention: 6,60 %.

Adaptations statutaires.

Pour: 67,97 % Contre 26,89 %.
Abstention: 5,14 %.

Charte financière.

Pour: 63,62 % Contre 22,14 %.
Abstention: 14,24 %.

Résolution générale.

Pour: 69,09. Contre 23,51 %.
Abstention : 7,42 %.

Le secrétaire général a été réélu avec 7 229 sur 9203, et il s'est classé 22° sur 23 ! (23 postes, 23 candidats).

La motion d'actualité fut votée à mains levées:
Pour: 222. Contre: 38. Abstention: 18.

ANALYSE.

Voilà d'une façon un peu "journalistique" comment s'est déroulée le 39° Congrès Fédéral CFDT-PTT.

Il faut maintenant, à partir de tous les textes adoptés, analyser l'orientation de cette fédération.

Elle est tout à fait dans la ligne confédérale, malgré une image de fédé marginalisée (opposition à l'équipe Maire). L'essentiel, dans la nouvelle orientation du syndicat (**sur la forme**), c'est l'abandon de la notion de lutte de classes contre le capitalisme dans les revendications (puisque nous sommes sous un gouvernement de gauche, élément indispensable pour passer à une société démocratique autogestionnaire).

Par exemple, la revendication de la réduction du temps de travail à 35H est passée du stade:

- "réduction du temps de travail pour arracher le travailleur à l'exploitation capitaliste" à
- "réduction du temps de travail pour travailler tous".

Voir l'article du Prolétaire n° 378: "Mesures anti-chômage ..." pour comprendre la transformation d'une revendication juste du mouvement ouvrier (la réduction du temps de travail) en réforme sauvant le système capitaliste.

Comme dans les textes confédéraux des termes tels que : " la lutte "anti-capitaliste pour transformer la société ... il nous faut tout mettre en oeuvre "pour renverser la société capitaliste " ont complément disparu laissant place au discours du PS et du gouvernement sur la modernisation nécessaire de l'appareil productif et sa restructuration.

Le chômage est perçu non comme élément risquant de déstabiliser la société. La modernisation est souhaitée ... mais sans investissement il faut optimiser la productivité, acceptant les redéploiements qui ne sont rien d'autres que des suppressions d'emplois (les emplois récupérés par le ministère sont redéployés ... au budget général). Mais dit D.Tonnerre, secrétaire général: "c'est vrai! quelques suppressions "d'emplois dans un centre de tri sans déplacement de personnel ne se comparent pas "avec la situation de la sidérurgie ..."

Et si les travailleurs veulent lutter avec l'arme de la grève sans préavis d'une heure à un moment crucial, Tonnerre leur dit: "... les sanctions commencent à "tomber sur ceux qui ne respectent pas les "préavis et nous devons cette attitude aussi "à certains de nos camarades qui récoltent "ainsi ce qu'ils ont semé". Bien fait pour eux ! Il les avait prévenu: "... une utilisation inconsidérée de cette possibilité en "particulier sous forme de grève tournante "visant de manière concertée et durable à "bloquer toute la production conduira im-"manquablement le ministre des PTT à "mettre sa menace à exécution".

En résumé, si vous voulez faire grève prévenez votre patron grâce au préavis et surtout que cela ne se voit pas dans la production !

L'appareil syndical est bien pourri et il sera impossible de le récupérer. C'est vraiment un rouage important de la démocratie bourgeoise, complémentaire des autres institutions comme le parlement.

Dans sa dernière entrevue avec Fabius, Maire a demandé que l'Etat prenne une part encore plus grande au financement des syndicats. Adieu, l'indépendance vis-à-vis du pouvoir (avait-on encore des illusions ?) Sans les mairies, les conseils généraux et l'Etat, les syndicats s'écrouleraient financièrement. La cotisation ne représente pas grande chose dans le budget d'un syndicat. De plus il y a moins de 20 % de syndiqués parmi les actifs et la chute n'est pas terminée . . . ●

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, compte-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

Chômage des jeunes : de nouveaux trucs.

Le gouvernement Fabius a dévoilé fin septembre son plan contre le chômage des jeunes. Il reprend les vieilles recettes des plans précédents: multiplication des stages divers censés "former" les jeunes (la formation fait partie du crédo officiel, avec en plus quelques idées "neuves" empruntées aux bourgeoisies des autres pays: Suède, Grande-Bretage, etc.), sont ainsi créés les TUC (travaux d'utilité collective) pour 1 200 à 1 700 francs par mois pendant 6 mois, "les jeunes vont élaguer les forêts, nettoyer les canaux ou même "aider" les pays en voie de développement" ! Les stages d'initiation à la vie professionnelle d'une durée de 3 mois doivent toucher 100 000 jeunes, selon des informations parues dans la presse au moins d'août, ils seraient payés 17 % du SMIC. On peut relever aussi l'apparition d'une "année post-scolaire d'apprentissage", "d'action de formation" de la part de l'Education nationale et même de ... l'armée . Ils fourniraient ainsi une formation professionnelle. Celle-ci serait sanctionnée par un certificat donnant droit à la fin du service militaire à un ... stage de qualification (1). Les critiques de ce nouveau plan n'ont pas manqué; on a expliqué que le gouvernement voulait faire diminuer les statistiques du chômage dans un but électoral. C'est une explication bien insuffisante, les vraies raisons de ces plans à répétitions,nous pouvons les trouver dans la presse bourgeoise. "Le Monde" explique que la première réaction des gouvernements avant et après 81, devant la montée du chômage, a été "de préserver le sort du noyau dur" de la population active. Le noyau dur, c'est bien entendu le coeur de la classe ouvrière dont la passivité est essentielle au maintien de l'ordre. Mais l'exclusion des jeunes de l'emploi comporte des dangers: "chacun peut craindre en effet que l'indifférence des jeunes n'ait ensuite des répercussions sur la vie civique et politique, si elle ne l'a déjà ?". (2). L'éditorialiste de "Libération" met les points sur les i: "il s'agit de geler préventivement les conséquences les plus crues de la vie économique, nommément le désoeuvrement massif de la jeunesse populaire. A défaut d'une solution structurelle qui exigerait un improbable retour du plein emploi, il est urgent de bloquer la surinfection, le cortège de délinquance réelle qui accompagne le non-emploi de centaines de milliers de jeunes "(3).Au moment où le noyau dur lui-même de la classe est atteint , il est urgent en effet pour la bourgeoisie de circonscrire et d'étouffer préventivement les foyers potentiels de révolte; éviter "les fractures irrémédiables" ("Le Monde") dans l'ordre social, tel est le but de la politique bourgeoise aujourd'hui. ●

1) Cf. "Libération" du 22/8/84, qui indique que le succès des plans anti-été chaud est à l'origine de cet embryon de militarisation des jeunes chômeurs."Les cadres de l'armée sont parfaitement entraînés à recevoir des jeunes marginalisés", déclare un haut fonctionnaire au journal. La menace est claire!
2) "Le Monde" du 22/8/84.
3) "Libération" du 22/8/84.

Le réformisme à livre ouvert

La sortie du PCF du gouvernement et l'enterrement sans gloire de l'union de la gauche oblige nos prétendus communistes à un effort théorique ("idéologique" conviendrait mieux) pour tenter de donner une certaine consistance à la nouvelle stratégie, pour l'instant quelque peu ectoplasmique, du "Rassemblement populaire majoritaire".

"L'économie à bras le corps", le livre de Philippe Herzog (l'économiste du PCF) paru à grands coups de trompettes à la fin de l'été répond au moins partiellement à cet objectif. Aussi, sans vouloir en faire une critique complète, est-il intéressant de relever les points fondamentaux d'un texte qui sonne cependant plus comme un cri de coeur du réformisme petit-bourgeois au service du capitalisme que comme un véritable programme politique.

L'ANALYSE DE LA CRISE.

Les 6 premiers chapitres présentent un tableau et une analyse de la crise du capitalisme qui se réclament du marxisme, mais d'un marxisme "profondément renouvelé" par la Section Economique du Comité Central du PCF. Tout en y faisant allusion, Herzog nie en réalité l'existence d'une surproduction de marchandises (il préfère utiliser le mot "richesses"). En effet, explique-t-il, les besoins sont énormes pour "la santé, l'éducation, le logement, le transport des travailleurs" , pour "créer les capacités productives et les services nécessaires, qualifier le travail, développer le temps libre avec les technologies nouvelles - répondre aux besoins de structures nouvelles de consommation, de modes de vie nouveaux des familles et aussi d'équipements sociaux collectifs - contribuer à répondre aux besoins de milliards d'hommes dans le monde" (p. 40).

La racine de la crise est pour lui dans la **surproduction de capital:** "selon nous, parce que les patrons ont trop accumulé de capitaux, trop exploité la force de travail sans la qualifier, l'efficacité du capital a baissé, la croissance des richesses créées a été insuffisante, les débouchés n'ont pas suivi. C'est cela qui explique la baisse (en moyenne) de la rentabilité de la production" (p. 69).

Marx a déjà répondu à ce type d'arguments en polémiquant contre l'économiste bourgeois Ricardo: "on nie la **surproduction de marchandises** mais on admet celle **du capital.** Or le capital lui-même consiste en marchandises ou, s'il se compose d'argent, celui-ci doit d'une manière ou d'une autre être reconverti en marchandises pour qu'il puisse fonctionner comme capital. Que signifie donc **surproduction de capital** ? Surproduction de masses de valeur destinées à produire de la plus-value ou, si l'on ne considère que le contenu matériel, surproduction de marchandises destinées à la reproduction, **donc reproduction à une trop grande échelle** - ce qui est la même chose que surproduction tout court". (Marx, théories sur la plus-value, ch. 17-14).

Marx ne nie évidemment pas l'existence de **besoins** non satisfaits" : "le terme même de **surproduction** peut induire en erreur. Aussi longtemps que les besoins urgents d'une grande partie de la société ne sont pas satisfaits ou que **seuls** le sont les besoins les plus immédiats, il ne saurait être question de **surproduction de produits** " - au sens où la masse des produits serait excessive par rapport aux besoins qu'on a. Il faudrait dire au contraire que sur la base de la production capitaliste il y a toujours en ce sens, sous-production, car la production y est limitée par le **profit des capitalistes** et non par le **besoin** des producteurs" (ibid.). Et il résume plus loin par la formule: "on ne produit pas trop de richesses. Mais périodiquement on produit trop de richesses sous ses formes capitalistes contradictoires" (ibid.).

Avec Marx, les communistes révolutionnaires en tirent la conclusion que la satisfaction des besoins passe par la destruction de la société capitaliste. Pour repousser cette conclusion nos faux communistes en costume trois pièces en sont conduits à revenir aux positions des théoriciens bourgeois dont l'erreur "a sa source dans l'incapacité de comprendre ce qui distingue la société bourgeoise; et cette incapacité provient à son tour de ce que la production bourgeoise est considérée comme la production en général".

Le lecteur pensera peut-être que Marx est bien sévère pour ce pauvre Herzog; mais ce dernier confirme lui-même le jugement: "les fondations du nouveau progrès social ne seront pas obtenues par un renversement brutal de la société, un basculement dans un type de socialisme immature. Elles seront créées par l'innovation progressive et rationnelle impulsée par les travailleurs eux-mêmes, au niveau des structures et, de manière décisive des pratiques et de la culture de gestion capitalistes" (p. 214). "Pour une longue période le capitalisme a un avenir et il ne tombera pas tout seul (Herzog veut dire qu'il ne faut pas compter sur le PCF pour le faire NDLR). Les fonctions du profit ne sont pas épuisées"(p. 224). "Par ailleurs, les idées globales (sur les causes de la crise NDLR) ne permettent pas de faire reculer suffisamment ce qui demeure d'esprit du " "grand soir", l'idée qu'un changement de société ou du moins des changements dans l'Etat seraient suffisants pour obtenir des résultats efficaces contre la crise".

LES REMEDES MIRACLES.

Notre économiste en chef (qui estime qu'un changement de société ne serait pas suffisant), a dans son chapeau quelques trouvailles, sans doute pas très fraîches, mais qui ont l'avantage de ne pas toucher au capitalisme et au profit et de faire reculer ce spectre du "grand soir" qui doit hanter les cauchemars de la section économique du comité central. Il renie d'abord son vieux truc archi-usé, **la relance de la consommation populaire** (les résultats désastreux de la mini-relance de 1981 ne sont pas pour rien dans cette usure) au profit d'une recette à la mode, **la relance par l'offre:** il faut augmenter la production en augmentant l'emploi, ce qui augmentera automatiquement les débouchés, les nouveaux travailleurs devenant ipso-facto de nouveaux consommateurs. Il ne s'agit pas de payer les gens à ne rien faire (la section économique toute entière en tremble d'horreur) mais de créer des "emplois efficaces". En même temps il faut développer le marché français (le "reconquérir") au lieu de penser à l'exportation. Dans son analyse, Herzog, donne une place centrale à la baisse du taux de profit (d'ailleurs transformée en "baisse de la rentabilité de la production" sans doute pour nepas avoir l'air de porter atteinte aux fonctions du profit); mais ce n'est pas pour y voir une **loi** même **tendancielle** du mode de production capitaliste, mais le résultat de la **mauvaise gestion** des capitalistes français ! Ceux-ci préféreraient "gagner de l'argent par une voie financière ou spéculative" et "exporter des capitaux" plutôt que développer la production. Outre que réapparaît ici l'éternelle critique petite-bourgeoise contre les capitalistes qui dilapident leurs gains au lieu de faire honnêtement leur métier de capitaliste, même Herzog sait que la chute du taux de profit se vérifie partout, y compris à l'Est, et qu'à tout prendre notre "grande nation industrielle" (il doit quand même y avoir de bons gestionnaires?) exporte **moins** de capitaux que ses concurrents. Il ignore par contre que les mêmes circonstances qui ont augmenté la force productive du travail, multiplié la masse des marchandises, élargi les marchés, accéléré l'accumulation du capital en masse et en valeur et abaissé le taux de profit ont donné naissance à une surpopulation relative (au chômage -NDLR) et l'engendrent en permanence; les ouvriers en surnombre ne sont pas employés par le capital en excédent en raison du faible dégré d'exploitation (...) ou du moins en raison du faible taux de profit qu'ils fournissent pour un degré d'exploitation donné".

"Si on exporte des capitaux , ce n'est pas qu'on ne puisse absolument les faire travailler dans le pays. C'est qu'on peut les faire travailler à l'étranger à un taux de profit plus élevé" (Le Capital, livre III, page 249).

Cette ignorance est nécessaire à la présentation du remède miracle, la "perspective française d'issue à la crise" capable de guérir sans douleur le capitalisme. La crise étant "engendrée chaque jour dans la gestion de l'entreprise, du service, de la banque, où nous travaillons, par les décisions, patronales ou non, qui se fondent essentiellement sur les critères de rentabilité financière", il faut proposer "d'autres critères d'efficacité sociale n'engendrant pas les mêmes effets pervers". Il n'est pas question, on l'a vu, de remettre en cause le capitalisme; bien au contraire, "le rôle des entrepreneurs capitalistes serait renouvelé. Ils devraient tenir compte des critères nouveaux exprimés par les travailleurs et par le secteur public".

Sempiternel rêve petit-bourgeois de la conciliation entre travail et capital ! L'illusionniste Herzog a fait disparaître le fondement de l'économie capitaliste, **l'exploitation de la force de travail salariée,** et ce qui en découle, la lutte des classes. A la place il fait surgir l'inoffensive revendication, "démocratique et pluraliste" évidemment, de nouveaux critères de gestion , qui est susceptible d'être commune à **toutes les classes:** "nous nous adressons à toutes les composantes du travail - dont les patrons (sic -NDLR) dans la mesure où ils peuvent, dans l'intérêt bien compris (!) de la nation (!!) et de l'entreprise (!!!), contribuer par leur travail (re-sic) à une relance centrée sur l'emploi efficace". Il appelle à "l'intervention des travailleurs dans la gestion". Bien sûr "personne ne propose des soviets à l'entreprise. Les communistes proposent le début d'un pluralisme dans les conceptions de gestion afin de fonder une efficacité supérieure" (p. 294). "Que sont les travailleurs dans l'économie nationale ?" s'enflamme Herzog, " Tout. Que sont-ils dans la politique de l'entreprise et la gestion? Rien. A quoi aspirent-ils? à y être quelque chose (sic)". Le slogan qui résume cette perspective grandiose, c'est **citoyen au travail.** "A la libération; Thorez lançait la bataille pour la production: retroussons nos manches ! Aujourd'hui nous demandons beaucoup plus: faites-vous citoyens au travail, prenez l'initiative de la gestion !" Et c'est très logiquement que notre économiste "de maniere responsable" s'oppose aux 35 H, de la même façon que son prédécesseur poussait à l'augmentation démesurée de la journée de travail: "aux travailleurs nous n'hésitons pas à parler le langage de l'effort " s'écrie Herzog...

Il n'est guère utile de poursuivre plus avant la critique. Derrière le vocabulaire technique et les graphiques, le lecteur aura compris que l'important n'est pas dans les recettes absurdes - augmenter la production et la borner au marché national pour résoudre une crise de surproduction dans laquelle les forces productives démontrent qu'elles se heurtent au cadre trop étroit non seulement du marché national, mais du marché mondial - que dans l'offre de services à la bourgeoisie: accordez un petit "quelque chose" dans la participation à la gestion et nous nous chargeons de convraincre le prolétariat de se satisfaire de son sort. Par la bouche de Herzog, c'est une couche sociale bien précise - l'aristocratie ouvrière - qui renouvelle son allégeance au capitalisme et qui tend les pièges dans lesquels elle espère faire tomber la masse des travailleurs. L'aveu ingénu des "difficultés" rencontrées parmi ceux-ci pour faire gober ces nouveaux trucs ne peut être qu'un signe encourageant pour les révolutionnaires ! ●

EXTRADITION L'ETAU SE RESSERRE

1979 à Aix-en-Provence, Badinter défendait un séparatisque basque - 26 septembre 1984, 3 militants sont extradés vers la sinistre prison madrilène de Carabanchel et 4 autres sont expulsés au Togo après 47 jours de grève de la faim . Le temps de la défense des prisonniers politiques contre leur extradition (par exemple l'affaire Croissant) et des grandes déclarations sur le droit d'asile est loin.

Et nos socialistes bon-teints, pour mieux expliquer ces extraditions, ont recours à forces arguments: "3 d'entre eux ont du sang sur les mains", "la fin ne justifie pas tous les moyens" et "il est difficile de faire la distinction entre l'opposition politique à un régime et un crime bestial". Le gouvernement espagnol lui répond en échos: "les actions terroristes de l'ETA ne doivent pas être considérées comme des délits politiques", ceux-ci n'existent pas "dans un pays où s'exercent pleinement les libertés démocratiques" (1). Quelle farce. Surtout quand on sait que dans les prisons et les commissariats, sévices et tortures continuent ("des pratiques blâmables" comme le dit Roland Dumas), Franco est mort, mais les méthodes restent.

Mais rassurons-nous, "cela se passe sous la garantie de l'Etat français car il y a, au-delà du droit, une sorte d'obligation **morale** de la part de l'Etat qui extrade à s'assurer **des bonnes conditions de l'exécution de l'extradition** (souligné par nous)" (2) (pour une répression propre !) alors que la tradition en matière de répression est longue en Espagne comme en France et pas seulement vis-à-vis des militants. Qu'on se souvienne seulement qu'en 54, Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur déclarait à l'Assemblée Nationale, en parlant de l'Algérie: "qui hésiterait à employer tous les moyens pour préserver la France" et aux troupes "dans les Aures se trouve le foyer le plus dur, balayez-moi tout ça".

En fait tous ces militants, basques mais aussi italiens (comme Gianni di Guiseppe qui risque l'extradition vers l'Italie), allemands ou irlandais, tombent sous le coup de la loi de novembre 82, séparant l'extradition pour acte politique de celle pour délit de droit commun (on sait ce que cela veut dire !), et de façon plus générale sous la botte du fameux Espace Judiciaire Européen et du renforcement des services de police dans tous ces pays. Une pression constante est exercée sur tous les réfugiés: arrestations, menaces d'extraditions ou d'expulsions, intimidations policières (par exemple, celle subie par O. Valastro, installé en Ardèche en juillet 84), et on se sert d'eux comme monnaie d'échange dans les tractations d'Etat à Etat. Aujourd'hui on criminalise les actes de ces groupes, demain ce sera le tour des luttes dures de la classe ouvrière (grèves avec piquets armés, séquestrations, etc.).

La seule violence permanente permise est celle que les Etats capitalistes font subir quotidiennement: exploitations , chômage, misère, expulsions d'immigrés, emprisonnements (en Angleterre par manque de place dans les prisons, on libère plus tôt des droits communs pour les remplacer par les mineurs en grève!), et les plus grands criminels "de sang", ce sont eux.

Ne laissons pas la main de fer de "nos" démocraties se resserer.

*** NON AUX EXPULSIONS !**
*** NON AUX EXTRADITIONS !** ●

1) Communiqué officiel du gouvernement espagnol, "Le Monde" du 25/09/84.
2) Roland Dumas, "Le Monde" du 25/9/84.

الشيوعيون
ومسالة الحريات السياسيه
كراسات الاممي

بيان الحزب
الشيوعي الأممي
من ازمة الراسمالية الى الثورة الشيوعية العالمية

Expulsions : travaux pratiques

Jeudi, le 11 octobre, le jour où sont annoncées les nouvelles mesures contre l'immigration, une rafle policière s'est abattue à 5 H du matin sur un foyer Sonacotra à Strasbourg.

Une centaine d'immigrés africains, beaucoup de colporteurs qui ont déjà des problèmes avec les commerçants locaux ont été jetés brutalement à la rue , n'étant pas considérés comme résidents du foyer. Une dizaine d'entre eux, ont été gardés à vue pour séjour irrégulier et risquent d'être expulsés très rapidement du pays.

Il est clair que la campagne contre l'immigration déployée par toutes les forces politiques de le Pen à la gauche, va se concrétiser sur tous les plans: séjour en France, emploi, logement.

En l'absence de structures de luttes dans l'immigration et dans les foyers, la responsabilité des prolétaires conscients et des militants révolutionnaires est d'autant plus grande aujourd'hui pour lutter contre le fatalisme et la division ! ●

Les pluies acides du capital

La presse internationale, nationale et locale parle beaucoup depuis quelques années des "pluies acides", et de la mort des lacs et des forêts. On pourrait penser que les communistes laissent des questions aux écologistes et aux bourgeois apeurés. Il n'en est rien. Si les communistes défendent les conditions de vie et de travail des prolétaires à l'intérieur des usines, ils défendent aussi les conditions de vie de ces mêmes prolétaires à l'extérieur des usines, y compris, pour employer un mot à la mode, leur environnement,et, ce faisant, celui de l'humanité toute entière.

Voyons donc de plus près ce que sont ces pluies acides et les dégâts qu'elles causent.

UN PHENOMENE NOUVEAU.

Certaines régions du globe et notamment de l'hémisphère nord (Amérique du Nord, Europe Centrale, Scandinavie) connaissent depuis 1950 d'importantes altérations écologiques: la pluie y est plus acide qu'avant. La cause de cette acidification: des émissions toujours plus importantes de dioxyde de soufre et d'oxydes d'azote dans l'atmosphère. Ces composants chimiques ont toujours été naturellement présents dans l'air puisque les volcans en rejettent. Mais aujourd'hui il est évident qu'ils s'y trouvent en quantités bien plus grandes. En effet, la combustion du charbon et des produits pétroliers est devenue la source principale de dioxyde de soufre et d'oxydes d'azote, puisque les combustibles fossiles contiennent des quantités parfois élevées de soufre et d'azote qui s'oxydent lors de la combustion.

Les principales sources de ces pollutions sont donc les industriels qui utilisent le pétrole et le charbon, les chauffages domestiques au mazout et au charbon et les moteurs à explosion.

Une partie de ces substances acides se dépose directement sur les parties aériennes des végétaux. L'autre partie donne au contact de l'oxygène et de la vapeur d'eau de l'air de l'acide sulfurique et de l'acide nitrique, qui transforment les pluies en une sorte de vinaigre, les "pluies acides", qui peuvent agir très loin des régions industrielles où elles ont pris naissance: la pollution n'a pas de frontière !

LES EFFETS DES PLUIES ACIDES.

Les pluies acides touchent les plans d'eau et les sols avec des conséquences dramatiques pour les milieux vivants.

Avec la mer, les étangs et les lacs sont les réceptables naturels de l'eau de pluie. Si celle-ci est polluée, les plans d'eau risquent de l'être à leur tour, à des degrés divers, il est vrai, selon la capacité du milieu à absorber cette pollution. Mais une acidification trop forte donne un lac aux eaux bleues parfaitement limpides. Agréable à l'oeid donc. Mais mort !

Les nappes souterraines sont, comme les eaux de surface, sujettes à l'acidification. Les eaux acides sont agressives et attaquent les métaux dans le sol et dans les canalisations. Il y a alors élévation du niveau de contamination par les métaux toxiques: aluminium, cadmium, zinc et cuivres.

Quant à l'acidification des sols c'est d'abord un phénomène naturel dû à la légère acidité de la pluie à l'état normal: les élements alcalins (calcium, magnésium, potassium) sont lessivées et entrainés vers le sous-sol. A cela s'ajoute l'acidification provoquée par de mauvaises pratiques agricoles: apports de calcium et de magnésium insuffisants, emploi d'engrais acidifiants (ammonitrates, sulfates), baisse du taux d'humus. Les pluies acides s'ajoutent donc à des différentes causes d'acidification naturelle ou agricole. Mais les sols résistent mieux que les eaux douces car les substances rééquilibrantes sont présentes en plus grandes quantités.

PLUIES ACIDES ET FORETS.

Mais la forêt est particulièrement sensible. Pour deux raisons, d'une part, parce que les plantes à longue durée de vie comme les arbres accumulent les polluants. D'autre part parce que la surface de contact entre le manteau forestier et l'atmosphère est très importante: les arbres captent ainsi mieux les polluants.

Certes, les forêts ont déjà présenté (au cours des années 20 et au début des années 50 (en Europe pour le sapin) des cas de dépérissement. Mais ces cas étaient très localisés. Aujourd'hui on note:

- une recrudescence particulièrement violente de la maladie, indépendamment de la station, du climat, de l'altitude.
- une extension simultanée de celle-ci dans de vastes régions d'Europe (France, Allemagne de l'Est et de l'Ouest, Suisse, Autriche, Italie, Russie, Pologne et Yougoslavie), de Scandinavie et d'Amérique du Nord.
- un accroissement constant du nombre des régions touchées.
- un accroissement de la gravité des accès de la maladie avec la présence de signes morbides jamais observés jusqu'ici.
- l'extension de la maladie à un grand nombre d'essences forestières: le sapin n'est plus seul concerné, mais aussi l'épicéa, le pin, le hêtre, l'érable,le frêne, le sorbier des oiseleurs, le bouleau,le chêne ainsi que les arbustes et les plantes herbacées. C'est tout l'écosystème forestier qui est touché.
- l'apparition de la maladie dans les "zones d'air pur".

Que se passe-t-il donc ? Les industriels ont cru règler le problème de la pollution en construisant de hautes cheminées qui ont craché bien haut leurs polluants. Mais cette politique n'a pas supprimé la pollution: celle-ci a été dirigée vers la haute atmosphère où elle stagne, se mélange à d'autres produits et finit par retomber parfois à des distances considérables du lieu d'émission. Sacrés bourgeois ! Ils ne savent résoudre un problème qu'en le transportant un peu plus loin !

Le résultat ? Chez le sapin, on constate une perte progressive des aiguilles, sauf au sommet de l'arbre qui reste vert. Mais la formation du "nid de cicogne" se produit bien avant l'âge habituel. Chez l'épicéa, il y a jaunissement, puis brunissement des aiguilles et perte progressive de celles-ci. Chez le hêtre, les feuilles vertes pouvant présenter des colorations jaunâtres tombent vers l'été. Dans les cas les plus graves, les arbres meurent. En Europe Centrale, des massifs entiers ont déjà disparu et le sol est tellement acide que les forestiers ne reboisent pas, car les plants mourraient à leur tour (en Tchécoslavaquie, dans les Sudètes).

Au niveau du sol, il ya régression du système racinaire des arbres. Quant à l'analyse, elle permet de déceler une carence en magnésium au niveau des aiguilles. Les analyses du sol, enfin, que montrent les peuplements malades accusent, par rapport aux peuplements sains, un net déficit en calcium et magnésium échangeables.

Bref, les bourgeois ont dit que la forêt était un grand manteau anti-pollution. C'était bien commode ! Aujourd'hui, la forêt est tellement polluée qu'elle n'a plus seulement du mal à dépolluer elle-même !

La maladie des forêts est, sans aucun doute, à mettre en rapport avec les pluies acides, car elle ne se déclare que dans les zones à forte émission de dioxyde de soufre. Les forêt sur sol calcaire sont les moins menacés. Sur les sols acides, une fois libérés, l'aluminium et le manganèse qui y abondent deviennent très toxiques pour les végétaux.

C'est là une cause, mais ce n'est pas la seule, puisqu'elle n'existe pas partout où il y a dépérissement. Il y a aussi les dépôts secs de dioxyde de soufre et d'oxydes d'azote qui attaquent les arbres par les aiguilles. La lumière solaire oxyde les oxydes d'azote, il y a production d'ozone, substance rendant l'épiderme des feuilles très perméables aux pluies qui emportent les éléments nutritifs des feuilles.

Il est certain, également, que l'introduction massive de résineux (épicéas et douglas) ainsi que la monoculture du résineux destinées à accélérer la rotation du capital investi dans les forêts, ont contribué à acidifier les sols forestiers.

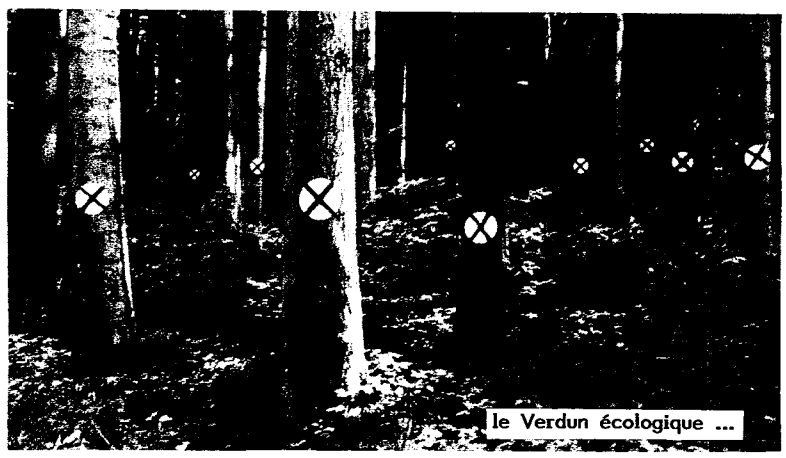
QUELQUES CHIFFRES.

En Suisse, la forêt était saine jusqu'en 1983. Aujourd'hui 150 000 ha sont victimes du dépérissement. Il est vrai que maintenant les émissions d'oxyde d'azote y sont 25 fois plus importantes qu'en 1955.

Les inventaires allemands indiquaient qu'à l'automne 1982, 560 000 ha étaient touchés. En 1983, le chiffre avait triplé, 1 500 000 ha, soit le tiers de la forêt allemande. La quantité de soufre d'origine industrielle qui se dépose au sol en Allemagne est de 50 kg par ha et par an, dans la Ruhr, les dépôts peuvent atteindre 150 kg.

En Pologne, on compte 500 000 ha de forêts touchés, en Autriche 200 à 300 000 ha. La situation en Allemagne de l'Est, enfin, semble très grave (1).

Bref, si l'évolution de la maladie se poursuit au même rythme, la forêt est menacée de disparition. En de nombreux endroits, des forêts âgées sont déjà en voie d'extinction. Certes, un autre type de végétation prendra la relève, mais la forêt en tant qeu telle aura disparu. Mais ce n'est pas tout. La régression de la forêt aura une suite de conséquences écologiques fâcheuses: approvisionnement en eau menacé (en quantité et en qualité), baisse de la qualité de l'air, progression de l'érosion, des avalanches, des coulées de boue, des chutes de pierres, crues et inondations catastrophiques, modifications du climat.



le Verdun écologique ...

LES MESURES BOURGEOISES.

Le dépérissement signifie une perte d'argent par chute de la production et dépréciation des produits. Voilà qui incite les capitalistes à réagir. En étudiant le problème. Ainsi, une première conférence multilatérale sur l'environnement s'est tenue du 25 au 27 juin 1984 à Münich avec la participation de la Russie et de 6 pays de l'Est. Mais le capitalisme en crise, à l'Est comme à l'Ouest, aura certainement du mal à adopter une position commune. Bien plus, cette situation pourra l'inciter à mettre son voisin en difficulté.

Ainsi, l'Allemagne de l'Ouest a décidé le 18 septembre 1984 que tous les véhicules à essence vendus sur le marché ouest-allemand devront obligatoirement, à compter du 1/7/88 pour les cylindrées supérieures à 2 litres, du 1/7/89 pour les autres, satisfaire à de sévères normes antipollution, calquées sur celles déjà en vigueur aux Etats-Unis et au Japon: ils devront consommer de l'essence sans plomb et être équipés de catalyseurs sur les conduits d'échappement. Ces équipements détruisent en effet les hydrocarbures imbrûlés, les oxydes d'azote et le dioxyde de soufre.

La chambre syndicale des constructeurs français d'automobiles a élevé une vigoureuse protestation contre la décision allemande. Le gouvernement français, par la voix du superpatron Fabius a également désapprouvé l'initiative allemande, craignant qu'elle ne favorise la pénétration japonaise. Peut-être. Mais Fabius, qui licencie par milliers les travailleurs de l'automobile, craint pour ses constructeurs et ses raffineurs qui auront à investir beaucoup plus que leurs collègues allemands.Dur, dur, le capitalisme, hein, Fabius ? On sort d'un tunnel pour entrer dans un autre !

Fabius "souhaite que soit pris "en compte avec le problème de la pollu-"tion automobile,celui de la pollution atmos-"phérique globale et de sa responsabilité "dans le phénomène des pluies acides" ("Le Monde du 21/9/84). Une manière polie de dire que les centrales au charbon de RFA polluent plus que les voitures, alors que les centrales nucléaires françaises seraient peu nocives en fonctionnement normal, et que la RFA devrait limiter la vitesse de ses véhicules. Les Suisses, eux, limitent la vitesse sur les routes, et les autoroutes. Bref la France veut bien causer, mais ne veut rien faire.

En attendant,les hydrocarbures imbrûlés et le monoxyde de carbone vont continuer à détériorer la nature et la santé de l'homme. Il est vrai que, pour la gauche, ce qui compte, c'est la santé du capitalisme.

Quant aux responsables forestiers, en France au moins, ils préconisent une politique de remplacement des centrales thermiques par des centrales nucléaires les centrales thermiques, en effet, ne sont que rarement munies de flitres spéciaux.

ET SI LES REVOLUTIONNAIRES S'Y METTAIENT ?

L'important, pour la bourgeoisie, qu'elle se dise de droite ou de gauche c'est de faire du fric au moindre cout. Cela explique qu'elle ait considéré la planète comme une poubelle bonne à digérer toutes les pollutions. Mais aujourd'hui le phénomène des pluies acides montre que cette politique devient mortelle. Cette situation amènera certainement la naissance d'une 2° vague d'écologistes, après celles des années 70.

La lutte contre les pollutions engendrées par l'industrialisation et le "progrès" sera menée par des mouvements qui pourront devenir importants et présenter des potentialités subversives sans pour autant se placer **clairement** sur le terrain de la lutte des classes et regrouperont des membres de toutes les couches sociales. Le devoir des communistes révolutionnaires sera donc de montrer que les pollutions sont le produit du capitalisme et qu'elles frappent aussi et surtout les prolétaires; qu'un capitalisme propre est impossible et qu'il faut le détruire.

Mais les communistes révolutionnaires ne considèrent pas pour autant avec mépris les luttes contre les pollutions (y compris celles engendrant les pluies acides). Ces luttes pourront mobiliser les masses contre le capitalisme dans les usines comme hors des usines. La tâche des communistes révolutionnaires sera donc de faire converger les luttes de ces masses en cherchant à ce que, d'une lutte contre les effets (les pollutions) elles deviennent une lutte contre leur cause: le capitalisme. ●

La grande bouffe

La commission sociale de l'épiscopat français soucieux sous couvert de salut des âmes, de préserver par son "activité pastorale" la docilité des masses ouvrières et exploitées, tondues par l'exploitation bourgeoise a lancé le 2 octobre 84 un cri d'alarme: "on a faim aujourd'hui en "France". Par là le clergé français fidèle serviteur de l'Etat et de la bourgoisie s'inquiète des risques d'explosion sociale que cette situation engendre. Laissons donc l'Eglise et toutes les grenouilles de bénitier à leurs états d'âme. Il nous semble pourtant intéressant de relever les chiffres avancés. 1,5 million de ménages (8,5 % du total) ont des revenus inférieurs à 40 % des revenus moyens.

Ces béni-oui-oui notent avec angoisse que sur ce million et demi, 78 % sont français (décidément les voies du Seigneur sont bien impénétrables ou alors le Tout Puissant a de plus en plus de mal à reconnaitre les siens); de toute façon il y a de quoi perdre son latin papal de cuisine, chargés de famille à 61 %, âgés de moins de 40 à 60 %; qu'un ménage sur trois vit en logement précaire et que les trois quarts vivent avec des ressources inférieures à 30 francs par jour.

Cela montre que l'offensive bourgeoise engagée sous le septennat précédent et poursuivie depuis 3 ans par le gouvernement de gauche commence à s'attaquer non seulement aux conditions de travail mais de manière de plus en plus intense aux conditions générales de vie (chômage, logement, alimentation) comme quoi la gauche bourgeoise et opportuniste nourrit son homme ! Gageons que les masses ne tromperont pas leur faim avec des blablas réformistes ou des hosties bénies,etferont mordre sans pitié la poussière à tous les exploiteurs qui s'engraissent sur leur dos. ●

DEFENSE DE LA CONTINUITE DU PROGRAMME COMMUNISTE

- **thèses de la fraction communiste abstentionniste (1920)**
- **thèses de rome (1922)**
- **thèses sur la tactique de l'internationale (1922)**
- **thèses de lyon (1926)**
- **nature fonction tactique du parti communiste (1945)**
- **thèses caractéristiques du parti (1951)**
- **l'activité organique du parti dans les situations défavorables (1965)**
- **thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1965)**
- **thèses supplémentaires aux thèses de 1965 (1966)**

éditions programme communiste

CE QUI NOUS CARACTERISE AUJOURD'HUI

Ce numéro du Prolétaire sort pratiquement deux ans après la crise qui a fait voler en éclat tout notre ancien réseau de parti, crise qui loin d'être définitivement tranchée alors s'est poursuivie provoquant notamment une scission dans le réseau italien (voir l'article "Changer pour devenir",Prolétaire n° 376) ainsi qu'en France une séparation, à l'occasion de l'activité développée lors de la Marche des immigrés contre le racisme en novembre-décembre 1983, entre le noyau politique qui a assumé et continue d'assumer l'orientation du journal Le Prolétaire et avec un certain nombre de militants, notamment à Paris.

NOTRE DEMARCHE.

Nous avons déjà, dans ces colonnes, essayé d'exposer notre position et notre évaluation de la crise qui a conduit au démantèlement de notre ancien réseau (1). Nous sommes conscients que ces articles peuvent paraître difficiles, voire hermétiques au lecteur qui n'aurait pas suivi notre crise d'octobre 1982, dans la mesure où dans le cadre forcément limité de notre journal, et malgré parfois une certaine longueur, ils ne constituent pas une démonstration suffisamment complète et restent davantage au niveau d'affirmations. C'est pourquoi nous avons décidé de revenir sur ces questions, de la manière la plus approfondie possible, dans notre revue "Programme Communiste, que nous allons faire repatre et pour laquelle nous ouvrons, dans ces colonnes, une campagne de souscription.

Nous pensons cependant qu'il était juste et nécessaire d'exposer notre évaluation politique de la crise et ce pour 2 raisons essentielles. D'abord parce que notre crise au-delà de ses péripéties particulières concerne une **question centrale et fondamentale** de la révolution prolétarienne: la question du Parti qui est la **clé de voûte** de toute véritable stratégie communiste révolutionnaire et de toute praxis authentiquement militante. Sans théorie révolutionnaire, s'incarnant dans une activité à caractère de parti pour la constitution et le développement d'un véritable organe politique de lutte susceptible de **diriger réellement** la lutte des classes, celle-ci ne pourra jamais dépasser un seuil au-delà duquel elle puisse accèder à la dimension d'un véritable mouvement révolutionnaire. Dire cela, qui est une position de principe pour les communistes révolutionnaires internationalistes, ne signifie évidemment pas que nous nous prenions pour le "nombril" du monde. Cela signifie que la question du Parti représente une question fondamentale et centrale pour le mouvement communiste mondial et au-delà pour le sort des masses ouvrières et exploitées du monde entier. A ce titre elle nous concerne au plus haut point. Un point c'est tout.

Ensuite, si nous avons parlé de notre crise c'est aussi parce que nous sommes persuadés que nos lecteurs présents et futurs et plus généralement tous les militants révolutionnaires sincères sont des personnes adultes qui attendent de nous une explication politique cohérente et solide sur nos propres difficultés et erreurs passées, pour juger de la crédibilité de nos analyses et de nos orientations politiques présentes et à venir. Il aurait été faux de notre part de croire que les lecteurs présents se seraient désintéressés de notre crise, que nos lecteurs futurs "oublieraient" de s'informer du bilan que nous faisons de notre propre trajectoire passée de 1952 à 1982. Par ailleurs nous pensons, comme nous l'avons indiqué dans l'article "Lettre aux lecteurs" publié dans le Prolétaire n° 367 de novembre 1982 que même si nous échouons dans notre effort, **le bilan politique des acquis** comme des erreurs et des insuffisances de l'ancien réseau du PCInt. doit au moins servir de contribution au développement du mouvement communiste mondial et à tous les militants politiques qui luttent pour la constitution du parti communiste révolutionnaire international. De plus, contrairement à la pratique passée nous pensons qu'il est nécessaire d'expliquer publiquement la nature et le résultat des luttes politiques internes en vue de faire progresser une réelle clarification . Disons que notre démarche sur ce plan a été rendue possible par notre effort à poursuivre une activité à caractère de parti, présentant un double aspect: reparution du journal conçu comme force organisatrice des énergies militantes et organe d'orientation et de bataille politique, mais aussi intervention extérieure militante concernant l'intervention impérialiste militaire française au Tchad et au Liban, la marche contre le racisme, et plus généralement l'immigration, la question de la guerre, la grève Matisa en Suisse, etc. Le fait d'avoir cherché à mener l'activité de cette manière, et non pas comme un simple groupe d'opinion, représente pour nous une leçon pratique importante et un résultat qui précisément nous a permis, sur les bases d'un processus d'homogénéisation politique, de sélectionner et de fusionner nos forces militantes. Si nous rappelons les points essentiels de notre démarche c'est parce que celle-ci constitue déjà un de nos **traits caractéristiques.**

LA REVENDICATION DE L'ENSEMBLE DES TACHES DU PARTI COMMUNISTE.

L'ancien réseau du PCInt. s'est développé sur la base de la revendication de la constitution du parti révolutionnaire à travers la liaison permanente entre principes, programme et tactique en fonction des conditions objectives et selon les possibilités des forces regroupées sur ces bases cohérentes et uniques. Comme le disait une de nos circulaires datant de 1979: "le "caractère révolutionnaire du parti, sa capa-"cité à intervenir dans l'histoire, ne sont "pas donnés par le fait qu'il possède la "théorie mais par un processus en acte de "liaison constante - dialectique et dynami-"que - entre théorie révolutionnaire et ac-"tivité de parti". C'est dans la mise en oeuvre de cette orientation que s'est brisé notre ancien réseau, c'est **à partir de ce point** que nous entendons reprendre et poursuivre le travail entrepris. Car comme le disent nos thèses de Naples (1965):"indénia-"blement, dans l'évolution suivie par les "partis, on peut opposer à la ligne ascen-"dante du parti **historique** la ligne tourmen-"tée des partis **formels** avec ses zigzags, "ses hauts et ses bas, voires ses chutes "brutales. Ces marxistes de gauche s'effor-"cent précisément d'agir sur la ligne bri-"sée des partis contingents pour la ramener "à la courbe continue et harmonieuse du "parti historique".

Les thèses de Naples ajoutent: "ceci est une position de principe, mais il est "puéril de vouloir la transformer en recette "d'organisation". C'est bien pourquoi face à la crise du PCI nous nous sommes refusés à réagir par un simple replâtrage superficiel ce qui n'aurait fait que préparer des éclatements ultérieurs et des oscillations encore plus importants.

Notre crise politique n'étant pas simplement organisationnelle même si elle en a pris la forme, comme c'est toujours inévitablement le cas, il ne pouvait s'agir de se contenter d'une réorganisation différente. Nous devions premièrement prendre une position politique ferme et cohérente face aux liquidateurs tout en balayant devant notre propre porte pour éviter la répétition de telles crises et amorcer un véritable redressement. Il s'agissait et il s'agit d'avancer en dehors de toute autoflagellation masochiste comme de toute autosatisfaction béate.

C'est pourquoi nous avons affirmé (et continuerons de le faire) revendiquer publiquement tout le patrimoine politique et programmatique de la Gauche et plus précisément toute la trajectoire politique du PCInt. de 1952 à 1982. Sur cette base et prenant en compte la situation de fait de dislocation de l'ancien réseau du PCInt. , nous sommes décidés à poursuivre la lutte en nous appuyant sur tous les **acquis positifs** de cette trajectoire passée tout en en éliminant les erreurs et les insuffisances (dont notre noyau bien qu'étant composé de militants qui avant 1982 n'étaient pas dans les organes dirigeants de notre ancien réseau, assume la responsabilité collective: comme nous le rappelions dans l'article "Ce que nous voulons" en reprenant une citation de Lénine, un parti révolutionnaire n'est pas un parti qui ne fait pas d'erreurs - un tel parti n'a jamais existé et n'existera probablement pas - mais un parti qui sait les redresser et les surmonter). Pour ce qui est des erreurs passées nous les avons défini (ce qui répétons-le devra être approfondi et démontré de manière complète par un travail qui a sa place naturelle dans notre revue Programme Communiste) comme étant lié à l'émergence d'une conception mécanique de la construction du parti , malgré les efforts entrepris, et à un fonctionnement se réduisant en définitive à l'éclectisme politique et au fédéralisme. Il faut préciser que ces erreurs ne sont pas dues à un vice d'origine mais bien à la pression (cf l'article "Considérations pour surmonter notre crise") exercée par des conditions particulièrement négatives et à un retard de notre parti à nous adapter à l'évolution de la situation extérieure (et des tâches nouvelles qu'elle met à l'ordre du jour) et donc à **changer de phase** dans notre propre développement. Le PCInt. s'est constitué en 1952 sur une double base:

- **une base programmatique** . L'affirmation des principes et du programme révolutionnaire détruits sous les coups conjugués du stalinisme et de l'impérialisme et le bilan de la vague révolutionnaire puis contrerévolutionnaire du cycle passé; l'affirmation de la nécessité de mener (en fonction des possibilités objectives et subjectives) en permanence l'ensemble des tâches du parti communiste.

- **une base politico-tactique** : l'effort de commencer l'activité de parti par l'indispensable travail de restauration doctrinale, comme activité prioritaire, sans pour autant renoncer à mener, dans la mesure des possibilités matérielles, l'ensemble des tâches du parti et l'effort pour gagner (et encadrer) des forces nouvelles à l'orientation programmatique ainsi qu'à la manière choisie pour avancer.

Il se trouve que par le passé nous n'avons pas pu, et ce non pas pour des vices d'origine, mais sous la pression des faits et d'une évolution mal maitrisée, préciser et approfondir cette deuxième base que représente la ligne politico-tactique, c'est-à-dire le choix **d'utiliser et de mettre en oeuvre** le patrimoine théorique et programtique d'une certaine manière, une manière adaptée aux conditions objectives et sujectives. C'est une telle incapacité qui a été à l'origine du "retard" de l'ancien réseau du PCInt., c'est-à-dire d'une certaine **inertie** à évoluer. Inertie qui ne pouvait et qui ne peut être dépassée que par la capacité à préciser et compléter les choix tactiques (ou programme d'action) sur lesquels se fonde pratiquement toute organisation politique de parti comme le montre toute l'histoire du mouvement communiste mondial . Inertie qui explique également le développement d'une conception mécanique de la question du parti comme si la revendication de la nécessité du parti communiste mondial et les premiers pas sur la voie de sa constitution nous transformait automatiquement en le parti mondial.

LES ACQUIS DE NOTRE PASSE: UNE ACTIVITE MILITANTE DE PARTI.

Pour ce qui concerne les **acquis** de l'ancien réseau du PCInt., ils représentent pour nous, malgré toutes les vicissitudes, l'essentiel sur lequel il convient de poursuivre aujourd'hui le travail. Acquis essentiels, non pas tant du point de vue de leurs résultats matériels, car sur ce point, l'éclatement de 1982 a fait d'énormes dégâts. Mais acquis essentiels du point de vue des perspectives et des orientations programmatiques, en dehors desquelles aucune démarche politique de parti ne peut se fonder solidement et ne peut progresser sans les prolonger . Ce sont ces acquis que nous assumons et revendiquons publiquement et c'est pour la réalisation des perspectives directrices qu'ils tracent, que nous voulons poursuivre notre lutte pratique présente et future. C'est là le deuxième trait qui nous caractérise, aujourd'hui, 2 ans après l'éclatement du PCInt.

Le premier de ces acquis est la revendication du parti communiste mondial, accompagnée d'une activité à caractère de parti cherchant à mener en **permanence,** dans la mesure des possibilités, l'ensemble des tâches révolutionnaires (propagande-agitation, intervention, organisation) pour avancer sur un chemin particulièrement difficile. "Le parti reconnut très vite que, même "dans une situation extrêmement défavorable "et même dans les pays où elle l'est le "plus, il faut éviter l'erreur de considérer "le mouvement comme une pure activité de "propagande écrite et de prosélytisme poli-"tique. Partout, toujours et sans exceptions, "la vie du parti doit s'intégrer dans un ef-"fort incessant pour s'insérer dans la vie "des masses même lorsque ses manifesta-"tions sont influencées par des directives "opposées aux nôtres" (Thèses de Naples , En Défense, p. 211). Cette perspective suppose donc un travail de parti s'efforçant d'assumer en une praxis cohérente et unique (nécessaire en **toute situation** même si elle se réalise de manière différente selon les situations concrètes et leurs développements) une activité tendanciellement complète; elle ne nie pas les nombreuses embûches incontournables mais qu'il faut au contraire affronter et surmonter car c'est "la voie longue, difficile et hérissée d'ob-"stacles qui est la seule où il puisse y a-"voir pleine et entière convergence entre "l'affirmation de nos principes et de notre "programme, c'est-à-dire de nos buts suprê-"mes, et l'action pratique immédiate et di-"recte dans la situation réelle du moment". (Thèses de Milan, 1966, En Défense ,p. 218-219). Cette perspective d'ailleurs a été définie dès 1945 et a contribué à la constitution du PCInt. sur des bases claires en 52. Ainsi les "Perspectives de l'après-guerre en relation avec la plate-forme du parti" affirment que "l'essence de la tâche pratique du "parti et sa possibilité d'influencer les rap-"ports des forces agissantes et la succession "des événements réside, précisément, non "dans l'improvisation et la découverte de "tactiques et de manoeuvres habile à mesu-"re que mûrissent les nouvelles situations , **"mais dans la stricte continuité entre ses "positions critiques et ses mots d'ordre de "propagande et de lutte dans la succession "et l'opposition des différentes phases du "devenir historique"** (PC n° 84-85, p. 11).

L'INTERNATIONALISME DANS LA QUESTION DE PARTI.

Le deuxième acquis est celui de l'internationalisme. Nous ne parlerons pas ici de l'aspect international de la théorie marxiste révolutionnaire ni de la question de la solidarité internationaliste, mais de l'internationalisme du point de vue de la question du parti et d'une activité militante politiquement organisée.

Cet internationalisme était et doit être conçu d'abord comme une perspective stratégique susceptible d'encadrer dans un **processus en acte** unique, c'est-à-dire dans un mouvement révolutionnaire permanent l'ensemble de la lutte des masses ouvrières et exploitées jusqu'à la généralisation de la révolution prolétarienne qui est historiquement à l'ordre du jour. Le PCInt. s'est d'ailleurs constitué en 52 sur la base notamment de l'évaluation de l'articulation de la "révolution des peuples de couleur" avec la lutte révolutionnaire prolétarienne qui, même si elle était éloignée à l'époque, en était conçue comme la seule **issue** véritablement cohérente du point de vue des masses; lutte révolutionnaire prolétarienne qui, par ailleurs, devait dans les métropoles apprendre à s'appuyer sur la formidable énergie de combat et les possibilités offertes par les mouvements de "révolution multiple des peuples de couleurs" .

Cet internationalisme était également, et doit être, conçu comme ligne directrice dans cette perspective pour la constitution d'un réseau international organisé de parti sur la base d'un programme historique et d'une ligne tactique immédiate (appropriée aux possibilités réelles). De ce point de vue, les résultats concrets se sont malheureusement désintégrés en grande partie avec l'éclatement d'octobre 1982. Mais la reconnaissance et l'évaluation de leur devenir durant 30 ans doit être clairement assumé pour nous aider à maintenir et surtout à reprendre et à prolonger un cap fondamentalement juste et indispensable . Ainsi developpée essentiellement à partir d'Italie, l'activité de notre ancien réseau a permis une extension en France, en Allemagne, en Espagne, en Amérique Latine ainsi qu'en direction du Maghreb et du Moyen-Orient. Certes, nous avons reconnu que cette extension ne nous a jamais permis d'accéder sur la base de nos orientations historiques, théoriques et programmatiques à une véritable **centralisation** politique, tactique et organisative (et de ce point de vue si on peut parler de "frénésie organisative" c'est dans le sens où les mesures prises sur le plan organisationnel n'ont jamais véritablement permis de dépasser un fonctionnement fédératif).

Cependant cette extension a permis de regrouper des énergies militantes venues d'aires différentes et de poser ainsi la question de la pénétration et de la diffusion militante du marxisme révolutionnaire de manière plus complète , notamment pour ce qui concerne les zones périphériques de jeune capitalisme. Cela constitue **un résultat de première** importance qu'il convient de ne pas oublier. S'il y a eu échec dans ce domaine, il ne contredit aucunement la justesse des orientations défendues et des efforts menés pour le développement d'un réseau et d'une activité internationale militante. L'échec concerne la mise en oeuvre, mais la **validité et le besoin permanent** d'une telle perspective demeurent plus que jamais. Une telle affirmation (qui ne signifie pas, bien évidemment que nous nous prenons pour un groupe déjà solidement constitué sur la base d'un réseau international, ou que nous faisons comme si ..., comme pourraient le croire ou nous le reprocher des esprits chagrins parce que politiquement paralysés ou incapables de chercher à agir sur ce plan) représente également un trait caractéristique et doit nous servir à commencer **dès maintenant** la reconstitution d'un réseau organisé de parti sur des bases programmatiques et tactiques solides. Entreprendre **aujourd'hui** un travail dans ce sens, **quelque soit la durée qu'il prendra,** représente un effort pratique et politique indispensable permettant de sélectionner les forces susceptibles d'avancer (2). Car la constitution du parti à travers une action politique, stratégique et tactique unitaire repose sur deux facteurs principaux: "l'un est la cons-"cience critique dont le parti tire son pro-"gramme; l'autre est la volonté qui s'expri-"me dans l'organisation disciplinée et cen-"tralisée du parti, instrument de son action". (Thèses de Rome).

Nous savons que le chemin sera pénible (mais il est incontournable) et que les risques sont grands (il faut justement les affronter et les surmonter). Car dans le domaine de la préparation révolutionnaire, qui n'est pas une partie de cartes

SOUSCRIPTION POUR LA REPARUTION DE LA REVUE "PROGRAMME COMMUNISTE".

La théorie est une arme de combat des communistes, mais pour défendre cette théorie nous avons besoin d'une presse spécialisée. La crise interne de notre organisation a interrompu la parution de notre revue "Programme Communiste" au n° 88 de mai 1982. Nous nous proposons de renouveler le fil et fixons comme objectif de publier une revue semestrielle dès l'année prochaine. Cet objectif exige un effort financier particulier et nous demandons à tous nos lecteurs, contacts, sympathisants de nous aider dans cette tâche indispensable pour le renforcement international du parti.

Souscrivez, envoyez vos versements à:

VALENTINI
7, avenue de la Forêt-Noire
67000 STRASBOURG.
avec la mention "pour la revue".

ABONNEMENTS AU JOURNAL

Pour une année: France: 30 FF
Suisse: 20 FS.
Paiement par chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre de:
VALENTINI
7, avenue de la Forêt-Noire
67000 Strasbourg.
Nous invitons les lecteurs déjà abonnés à renouveler leur abonnement.

SOUSCRIPTIONS

Exceptionnelle pour la presse	1 995
Pour la presse:	
Charentes-Maritimes	20
Vienne	500
Vaucluse	650
Ardèche	1 300
Pyrénées orientales	100
Lorraine	88
Pour le développement du parti:	
Divers	623
Vosges	1 000
Bouches-du-Rhône	370
Total souscriptions	**7 146 F**

ABONNEMENTS

Bouches-du-Rhône	30
Ardèche	90
Charente-Maritime	30
Vienne	30
Nièvre	30
Italie	120
Total abonnements	**330 F**

.... ce qui nous caractérise aujourd'hui.

ou un jeu de salon, il ne faut pas hésiter à reprendre cent fois le métier, sans remettre à demain ce qu'il y a lieu de faire le jour même. Cela, à condition de tirer les leçons du passé (y compris les plus immédiates) en tirant ce qui est du ressort des insuffisances et des erreurs et ce qui représente des acquis et des résultats indispensables pour nous guider. Tirer les leçons oui, mais alors **toutes** les leçons, afin de ne pas tourner le dos aux tâches présentes et futures. ●

1) Considérations pour surmonter la crise, n° 374; Changer pour devenir, n° 376; Ce que nous voulons, n° 377.
2) Dans l'effort pratique entrepris, notre ancien réseau a cependant mené une activité sur le plan syndical et politique fort enrichissante sur bien des plans: lutte antimilitariste, grève des travailleurs du métro, des postiers, la lutte Sonacotra, etc. pour ce qui concerne la France, et bien d'autres encore.

LENINE: LA REVOLUTION INSTRUIT.

Les divergences de vues au sein des partis politiques et entre partis politiques sont généralement résolues par le développement même de la vie politique tout autant que par les débats théoriques. En particulier, sous la pression même des événements, qui bousculent les raisonnements erronés, les privent de leur raison d'être, leur ôtent toute actualité, ceux qui tenaient ces raisonnements passent à des formes de lutte valables, et les désaccords concernant la tactique du Parti, c'est-à-dire son comportement politique, se trouvent ainsi résolus pratiquement. Il ne s'ensuit naturellement pas que les divergences de principe dans les questions de tactique n'exigent pas des éclaircissements de principe qui seuls peuvent maintenir le Parti à la hauteur de ses convictions théoriques. Non. Il s'ensuit seulement qu'il est nécessaire de mettre aussi souvent que possible les décisions tactiques à l'épreuve des nouveaux événements politiques. Cette épreuve est nécessaire du double point de vue de la théorie et de la pratique: de la théorie, pour se convaincre par les faits de la justesse des résolutions prises et se rendre compte des modifications qu'il importe d'y apporter après les événements politiques intervenus ; de la pratique, pour apprendre à s'inspirer vraiment de ces résolutions, à y voir des directives destinées à une application immédiate et effective. ●

POLOGNE : CONTRE L'ENTENTE NATIONALE

Malgré l'état de siège, malgré la militarisation du travail, malgré les arrestations massives des militants ouvriers, malgré toutes les pressions et chantages policiers et économiques qu'elle exerce sur la classe ouvrière polonaise, la bourgeoisie, prisonnière des mécanismes du capital, n'a pas pu et ne pourra pas juguler la crise économique provoquant inflation, baisse des salaires, chomage et endettement monstrueux.

C'est par leurs luttes et par leur résistance passive à l'effort de reconstruction nationale que les prolétaires expriment leur opposition de classe à l'appareil d'Etat, mais plus que jamais après 4 ans de lutte, leur mouvement se heurte aux limites politiques, et pose de manière toujours plus pressante le besoin d'intégrer leurs luttes immédiates dans une perspective classiste et non pas bourgeoise comme celle des dirigeants de l'opposition démocratique, genre Kuron.

En été 1980 au plus fort des grèves, l'objectif de la lutte apparaissait clairement aux prolétaires, il s'agissait par la grève nationale d'imposer à l'Etat la reconnaissance de leur droit à l'organisation syndicale indépendante des structures officielles et l'ardeur de la bataille, l'unité réelle dans la lutte des ouvriers masquaient certainement le problème des objectifs finaux. C'est dès le reflux du mouvement, dès les accords de Gdansk, que cette question se révéla brutalement dans toute sa complexité. La reconnaissance par la bourgeoisie de Solidarnosc a été le résultat d'une gigantesque explosion sociale face à laquelle le pouvoir a dû céder momentanément. Mais cette défaite de 1980 ne modifiait en rien l'appareil d'Etat et toutes ses possibilités de rétorsion. La bourgeoisie reprendra donc rapidement le terrain perdu en instituant en 1981 l'Etat de siège. Ce coup de force constitue la démonstration qu'en Pologne toute liberté d'organisation, toute indépendance d'action de la classe ouvrière fait surgir la question du pouvoir.

Si les prolétaires polonais n'ont pas de programme politique qui leur soit propre - celui de la révolution communiste - la bourgeoisie à elle un plan bien défini de conservation sociale, même si la lutte ouvrière l'oblige à certaines concessions. Dans sa stratégie elle doit tenir compte d'au moins trois facteurs parfois concordants, parfois opposés: la capacité de réaction et d'organisation de la classe ouvrière, la pression militaire de l'impérialisme russe qui veille au grain, la pression économique et financière de l'impérialisme occidental qui tient les cordons de la bourse. Maintenir l'ordre intérieur, remettre la classe ouvrière au travail pour s'accorder la confiance des consortiums de banquiers occidentaux et s'épargner les menaces militaires de l'ours russe, telle est le difficile jeu politique de la bourgeoisie polonaise. Loin d'être contradictoire, cette politique **fait converger les intérêts communs à tous les ordres politiques du capitalisme de l'Est et de l'Ouest: ceux de maintenir le prolétariat sous le joug de l'exploitation capitaliste.** Pour cela toutes les bourgeoisies, d'un côté comme de l'autre du rideau de fer, s'accordent. Ce qui les divise, c'est leur intérêt impérialiste, celui de savoir à qui finalement des deux blocs reviendra le marché polonais et à qui profitera militairement le passage ou le maintien de la Pologne dans un camp ou l'autre. Pour arracher la Pologne à la main de fer de Moscou, l'impérialisme occidental ne peut évidemment se placer sur le terrain fort de son ennemi, celui de la force armée, comme il le fait si bien dans d'autres aires du globe hors de l'influence russe. Il agit aujourd'hui par le biais de son capital financier en mettant tous les pays de l'Est en situation de vassaux économiques, donc en situation de devoir s'entendre avec lui pour régler les problèmes économiques et sociaux internes.

Bien sûr les chars russes sont une pression bien plus directe et menaçante que les remontrances des usuriers européens. Les créanciers de la Pologne connaissent donc les limites du jeu: un trop grand étranglement financier de la Pologne provoquerait un regain des luttes ouvrières qui à un certain stade de leur développement entraîneraient une réaction russe. Or l'ensemble des pays du glacis russe subissent une crise économique sans précédent et haute de dangers d'explosions sociales; ils sont donc contraints -dans l'intérêt même de l'URSS qui redoute ces explosions - de chercher à l'Ouest les bouées de sauvetage que l'URSS ne peut leur fournir, et qui les maintiendront un instant de plus la tête hors de l'eau. L'URSS intervient donc avec force pour contrecarrer les liens qui s'établissent entre les capitalismes des deux zones, et son interdiction à Honecker (RDA) de rencontrer Kohl est à situer dans cette bataille entre forces centrifuges et forces centripètes (1).

Les coups de gueule du Kremlin à ses "camarades" alliés sont donc une manière de leur faire comprendre que les concessions faites à l'Occident doivent trouver une contrepartie dans la consolidation des liens entre "pays frères", c'est-à-dire dans le resserement du noeud coulant qui leur tient lieu de "lien d'amitié" avec le grand frère.

La libération de 652 détenus politiques en juillet 1983 coïncidait non seulement avec la visite du pape, venu appeler les prolétaires à se ranger derrière l'Eglise donc derrière une force conciliatrice et conservatrice de l'ordre social, mais aussi avec la décision, le 29 juillet, des 16 pays créanciers de réexaminer la question du rééchelonnement de la dette polonaise (rééchelonnement suspendu depuis décembre 81).

Dans le concert des modérateurs, Walesa est le premier à faire entendre sa voix. En signe d'apaisement et de bonne volonté il aura fait un cadeau de roi à Jaruzelski en s'opposant à toute action de lutte, pour le 4° anniversaire du déclenchement des grèves de Gdansk (le 14 août 1980) pour y substituer une visite-prière de publicité aux chantiers le 31 août, anniversaire des accords de Gdansk, donc de la **fin des grèves** (3).

Un an plus tard, en juillet également, l'Etat déclare l'amnistie pour 650 autres prisonniers politiques. Comme l'an passé ils constituent autant d'otages libérés permettant de débloquer de nouveaux crédits de l'Ouest. Mais cette amnistie n'a pas seulement une fonction externe vis-à-vis des banques, elle découle et s'intègre parfaitement dans la stratégie **d'entente nationale** de la bourgeoisie. En libérant ces otages, Jaruzelski offre à l'Eglise la justification qu'elle réclamait pour appeler les ouvriers au calme et au dialogue. Au pélerinage de Jasna Gora du 15 août suivant, devant 300 000 fidèles, Glemp, comme le pape une année auparavant, n'aura d'ailleurs pas un mot pour Solidarnosc !

Mais surtout l'amnistie permet aussi de désamorcer les manifestations ouvrières de commémoration des grèves de 1980, qui auraient été liées comme les années précédentes à l'exigence de la libération de tous les détenus politiques (2).

Enfin cette mesure de "clémence" se greffe sur un projet de l'Etat de mettre en place d'autres structures syndicales - celles de 82 ayant été un fiasco - drainant l'ensemble des hésitants et des indécis et permettant selon un membre du POUP "à ceux qui ne veulent pas adhérer "(aux mouvements officiels) de sortir de "leur isolement et d'abandonner leur attitu- "de totalement négative". Diviser pour régner, c'est bien connu. Un tel appel n'est pas lancé dans le vide absolu. L'Etat sait qu'existent des forces sociales et politiques prêtes à se livrer au jeu du dialogue national, même si c'est le POUP qui fixe l'essentiel des règles du jeu. Dans certaines conditions, par exemple (existence d'un pluralisme dans les syndicats), Bronislaw Geremek (ancien conseiller de Solidarnosc) n'excluait pas cette possibilité de travailler au sein de nouveaux syndicats. Cette idée n'est aussi pas pour déplaire à Glemp, le supercrac de la réconciliation nationale, et les critiques dont il fait l'objet en Pologne même ne l'empêcheront pas objectivement d'être un appui important de l'Etat pour rallier une partie des prolétaires et des autres classes - notamment les paysans - à l'Entente nationale.

LES MANIFESTATIONS DE 1982: CE QUE L'OPPORTUNISME A TOUT FAIT POUR EVITER CETTE ANNEE.

Dans cette situation, où l'Etat recherche des alliances et tente d'approfondir les divisions internes du prolétariat, la classe ouvrière, éreintée par 4 ans de lutte et désorientée par des forces sociales qui entraînent dans le sillon de l'Entente nationale, apparaît comme paralysée et malgré sa résistance quotidienne elle marque un temps d'arrêt. Seule face à son propre Etat oppresseur et à tout l'ordre impérialiste mondial, la classe ouvrière polonaise ne peut indéfiniment tenir le coup, elle a besoin de l'aide du prolétariat international, elle a besoin du développement de la lutte de classe à l'Ouest comme à l'Est.

Sur le plan interne, il faut que se dégage, se renforce et s'organise une opposition ouvrière à toute entente et réconciliation nationale. Cette opposition est nécessaire même pour la défense de Solidarnosc, pour que l'organisation des prolétaries née des grèves de 1980 reste la seule organisation syndicale des ouvriers, devant garantir leur unité dans la lutte et se dresser face à toutes les tentatives de la bourgeoisie d'imposer ses propres structures syndicales (4).

Mais il est aussi vital - même si nous n'avons pas les moyens aujourd'hui d'assumer cette exigence - que se dégagent des noyaux de prolétaires pour mener la lutte politique de classe contre le stalinisme et contre les démocrates, lutte qui a pour base la reconnaissance du mode de production capitaliste en Pologne et à l'Est, donc l'absence absolue de socialisme en économie et en politique, et la défense de la nécessité du parti de classe pour diriger les luttes ouvrières vers la révolution communiste. ●

1) Rappelons que la RFA a débloqué le crédit de 950 millions de DM d'un consortium de banques en contrepartie d'un accord sur la garantie pour les réfugiés est-allemands de la mission de Pankow de pouvoir rentrer chez eux sans subir de répression. Mais rappelons aussi que la France vient de signer avec la RDA, début septembre, un accord-cadre commercial important.
2) L'amnistie n'a évidemment pas touché tout le monde. Les plus dangereux ont été maintenus à l'ombre. C'est le cas d'un groupe de mineurs du Lubin et Wodizlaw, accusés d'attentats à l'explosif contre le siège de la police, cela comme riposte à la fusillade des zomos le 31 août 1982, qui avait fait plusieurs morts parmi les ouvriers. Karol Modzelewski, ancien porte-parole de Solidarnosc, libéré en juillet dernier, déclarait à ce propos que "tout en refusant "cette forme de protestation qu'il ne s'agis- "sait pas d'attentats pouvant mettre en dan- "ger des vies humaines...", déclaration qui révèle fort bien le légalisme qui ronge la lutte de classe et isole les ouvriers les plus radicaux sous prétexte qu'il ne faut pas verser le sang des flics qui eux n'hésitent pourtant pas à tirer.

L'amnistie n'a pas touché aussi Bogdan Lis (ancien membre de la direction clandestine de Solidarnosc) et Piotr Mierzejewski, accusés de "haute-trahison".
3) Walesa déclarera à cette occasion que: "nous sommes en faveur de l'entente et "célébrons l'anniversaire des accords, et non "le début de la lutte".
4) La défense de Solidarnosc que nous préconisons n'est pas une défense inconditionnelle et aveugle de l'orientation de cette organisation; elle est une défense des structures qui ont permis aux prolétaires polonais de s'organiser contre l'Etat, et elle **passe obligatoirement** par un combat interne sans concession à toutes les orientations conciliatrices et démocratiques qui minent cette organisation.

Vive la grève des mineurs anglais

La crise capitaliste internationale de 1974 n'a pas eu les effets brutaux sur les rapports économiques et sociaux qu'avaient eu les précédentes grandes crises dans la première moitié du siècle, agissant comme une déflagration déstabilisant tout le statu quo social dans son rayon d'action. Depuis, le capitalisme a eu tout le temps nécessaire pour renforcer son dispositif social, technique, financier, monétaire et commercial, pour pouvoir amortir les secousses les plus dures, du moins dans les centres de l'impérialisme. La crise capitaliste ne se manifeste donc pas par une grande dépression économique, ou une conflagration militaire, mais par une succession de "mini-crises" dont le dépassement prélude à d'autres toujours plus grosses de contradictions. Cette situation a aussi des conséquences politiques et sociales non négligeables. En effet, après toutes ces décennies où la contrerévolution stalinienne avait écarté le prolétariat de ses objectifs même les plus immédiats, la situation la moins favorable pour la reprise de la lutte de classe aurait été qu'une crise capitaliste brutale surprenne le prolétariat avant qu'il ne se soit détaché de l'opportunisme ou du moins avant qu'il n'ait appris a en être méfiant. La chance - si l'on ose dire - des prolétaires est que cette crise dure, compromet de plus en plus l'opportunisme - notamment par la participation au pouvoir des sociaux-démocrates et des PC social-chauvins - et permet que se développe de multiples expériences de luttes prolétariennes. En quelque sorte elle donne du temps aux prolétaires de s'organiser, de renforcer leurs liens nationaux et internationaux, d'affirmer leur indépendance de classe en faisant fi des intérêts de l'économie nationale auxquels bourgeois de droite et de gauche tentent de subordonner leurs luttes.

Notre parti a analysé le courant suivi par la lutte sociale depuis l'apparition des premières fissures de l'édifice du capital. Des pays de la périphérie - impuissants à amortir les premiers chocs de la crise - ont éclatés les premières luttes sociales importantes. Ce courant, avions-nous dit, devait se rapprocher inexorablement des grandes métropoles de l'impérialisme, ainsi la lutte des ouvriers polonais confirmait cette vision et annonçait l'émergence de luttes ouvrières dans la vieille Europe. Les dernières réactions ouvrières en RFA, en Italie, en France et en Angleterre sont à inscrire dans cette vision. Nous ne disons évidemment pas que nous sommes en plein dans une reprise de la lutte de classe généralisée, mais que les luttes d'aujourd'hui en constituent une première prémisse ou sont autant de signes indicateurs d'une tendance vers une exacerbation des conflits de classe. En effet, ces luttes résultent toutes d'une aggravation permanente des conditions d'existence des prolétaires qui ne va pas en s'atténuant mais au contraire en s'aggravant, et qui poussera toujours plus les prolétaires à réagir comme une force sociale indépendante.

Ce conflit n'a pas seulement une importance sociale vis-à-vis du seul prolétariat industriel qui réagit aux attaques capitalistes sur le terrain de son usine, mais de toutes les composantes du prolétariat de Grande-Bretagne. L'ordre social a été maintes fois durement secoué par les révoltes des prolétaires de couleur - marginalisés par le chômage - dans les quartiers prolétariens de Brixton, etc. Ces émeutes, durement réprimées, étaient la forme nécessaire que devaient prendre la lutte de ces prolétaires de couleur, mais elles exprimaient aussi le profond isolement social dans lequel ils sont confinés. Aujourd'hui nous émettons l'espoir de voir **converger** les luttes de toutes les catégories du prolétariat, celle du prolétariat des mines ou des usines avec celle des prolétaires de couleur, mais aussi avec celle du prolétariat irlandais. C'est cette convergence qui, brisant les chaînes des divisions chauvines et du racisme, permettra à la classe ouvrière de frapper de grands coups contre ses exploiteurs et ses oppresseurs. C'est cette vision qui hante les nuits non seulement des conservateurs mais aussi des travaillistes et de tout l'arc politique de l'opportunisme.

C'est dans ce contexte-là qu'il faut comprendre la formidable grève des mineurs anglais et la voie qu'elle trace pour tous les prolétaires d'Europe. L'Angleterre, historiquement le dos toujours tourné à l'Europe à cause de l'immense réservoir de main-d'oeuvre et marchés que constituait son empire colonial, a dû malgré toutes les réticences de sa bourgeoisie la plus conservatrice se tourner lentement mais inexorablement vers le continent européen. Son imbrication avec le continent fait aussi que les luttes de classe qui l'animent y auront toujours plus de répercussions. Quelques chiffres permettent d'ailleurs de mieux comprendre que l'isolement de la Grande-Bretagne par rapport à l'Europe est une réalité complétement dépassée. Il suffit pour cela d'examiner les flux de marchandises entre l'Angleterre et le continent de 1965 à 1982 (1). Les importations en provenance de la CEE sont passées de 17,5 % du volume total à 44,3 %. Quant aux exportations, les chiffres varient respectivement de 20 % à 41,6 %. Dans cette nouvelle condition des rapports interéconomiques, toute secousse du sous-sol social britannique ne peut manquer à terme d'avoir des répercussions de l'autre côté de la Manche en contribuant à ébranler la paix sociale.

La grève des mineurs anglais est exemplaire à plus d'un titre; elle est exemplaire pour tous les prolétaires qui, victimes des plans généraux de restructuration industrielles se retrouvent, par la faute du réformisme et de ses bureaucraties syndicales, complétement atomisés et incapables d'organiser une riposte large de classe.

La riposte des mineurs au plan de fermeture et rationalisation des puits de charbon est - du point de vue de la défense immédiate - l'exemple même que nous défendons comme type de lutte conséquente contre les attaques capitalistes sur les conditions d'existence de la classe ouvrière. C'est aussi cet exemple qui permet de juger à quel stage de trahison en sont arrivés les CGT, CFDT, etc. qui agissent clairement comme les courroies de transmission de l'Etat pour faire accepter au prolétariat les exigences barbares de la "saine gestion capitaliste".

La grève a été déclenchée le 12 mars en réponse à un plan de fermeture concocté par Ian Mac Gregor, capitaine d'industrie de choc chargé par Thatcher de venir à bout d'un déficit de 409 millions de livres, et prévoyant la fermeture dans l'immédiat de 20 puits sur les 172 actuellement en fonction ainsi que le licenciement de 20 000 gueules noires. Ce plan n'est en fait que la première phase d'un projet visant, dans les cinq ans à venir, la fermeture de 80 puits et le licenciement de 65 000 ouvriers. Le pétrole rapporte plus que le charbon! Dès le premier jour 130 000 mineurs sur les 180 000 de la NCB (compagnie nationale des charbonnages) suivent le mot d'ordre de grève et sitôt organisent les premiers piquets volants qui vont tenter d'empêcher les jaunes de saboter la grève. Mais Thatcher intervient en force en mobilisant sous la très haute direction de Scotland Yard 80 000 flics contre les grévistes.

Depuis, la répression policière ne cesse de s'abattre sur les ouvriers. Pour faire travailler ne serait-ce que 2 jaunes, les flics, par centaines, forment un cordon de protection, matraquent les piquets et procèdent à des arrestations massives. Ce sont d'ailleurs par centaines que se comptent les blessés, plus de 3 000 arrestations ont été effectuées par la police et 2 mineurs ont perdu la vie au cours des affrontements.

La force des mineurs tient avant tout à la profonde **unité** qui les soude dans un seul **front:** cette unité, ils ne la cherchent pas seulement dans leurs propres rangs, mais cherchent à sortir des limites de leur corporation pour entraîner avec eux d'autres catégories d'ouvriers dans ce qui est appelé la "triple alliance" des mineurs, des sidérurgistes et des cheminots. Cette solidarité par la grève ne s'est manifestée que sporadiquement, car le syndicat des métallos (l'ISTC) dirigé par Bill Sirs, s'est opposé en juillet à suivre le mouvement. L'exemple devait être donné avec la grève de solidarité des transporteurs routiers et des cheminots bloquant l'approvisionnement en charbon des grandes aciéries et celle des dockers qui, en paralysant les ports, coupaient l'Angleterre du reste du monde.

Thatcher réagira à ces mouvements de solidarité en menaçant d'envoyer l'armée - si bien entrainée après les Malouines et l'Irlande - contre les grévistes.

Aujourd'hui, la grève arrive à un tournant. Ian Mac Gregor n'est pas prêt de céder, car du résultat de la lutte des mineurs dépend non seulement la poursuite de l'assainissement des charbonnages, mais aussi constitue un avertissement à tous les prolétaires anglais que les batailles contre les licenciements seront plus dures que jamais et que ni l'Etat ni le patronat ne cèdera. Au-delà des mineurs il y a tout le prolétariat de Grande-Bretagne qui est concerné par cette grève, et la lutte de Mac Gregor contre les mineurs, c'est la lutte de toute la bourgeoisie anglaise contre les prolétaires. Thatcher aura beau dire que "le pays "ne se soumettra pas au chantage d'une pe-"tite minorité, tout au plus 200 000 person-"nes, qui tentent d'imposer sa volonté à 55 "millions de Britanniques", elle sait bien que cette lutte n'est pas un épiphénomène social, mais l'expression directe d'une situation **irréversible** pour toute la classe ouvrière britannique. Le spectre qui hante la Grande-Bretagne, c'est celui de la grève générale, et donc celui de faire de ce vieux fief du capitalisme, la Pologne atlantique. L'enjeu est donc énorme pour la bourgeoisie

L'IRLANDE, LES MINEURS, LES EMEUTES (ICI SUR LA PHOTO A BRIXTON), AUTANT DE FRONTS DONT LA CONVERGENCE NECESSITE LA DIRECTION DU PARTI DE CLASSE.

Avec le congrès du TUC de septembre, qui leurs vota une résolution de soutien, et la grève de solidarité des dockers, les mineurs anglais respirent une bouffée d'oxygène pour raviver leur moral. Mais si la rage de vaincre anime toujours ces prolétaires, les moyens matériels de mener leur combat héroïque viennent à manquer. Pour battre Mac Gregor, l'objectif est simple, ils doivent tenir jusqu'au coeur de l'hiver pour que la pénurie de charbon deviennent insupportable pour le capital. Mais pour tenir cet objectif, les mineurs britanniques doivent trouver une autre dimension à leur lutte, leur grève doit encore élargir son écho en Grance-Bretagne même en entraînant d'autres catégories ouvrières au combat, mais aussi en s'appuyant sur la **solidarité internationale ouvrière.**

Cette solidarité, les prolétaires ne peuvent l'attendre des directions syndicales du continent vendues à la bourgeoisie pour faire avaliser les plans d'austérité, mais des prolétaires les plus conscients, les plus avancés **dont le devoir aujourd'hui vis-à-vis de leurs camarades britanniques est de mobiliser leurs énergies pour construire cette solidarité internationale,** dont les traditions ont été emportées par la tourmente contrerévolutionnaire infligée par le stalinisme. Aujourd'hui, cette solidarité - si elle ne peut se concrétiser par des actions empêchant nos propres capitalistes d'exporter le charbon vers la Grande-Bretagne - doit au moins s'affirmer par des collectes de solidarité et une aide matérielle. Le PCI encourage tous les militants et groupes ouvriers à organiser cette solidarité.

SOLIDARITE AVEC LES GREVISTES.

La grève que mènent les mineurs britanniques nous concerne tous: de cette lutte la classe ouvrière peut retirer les enseignements qui la renforceront contre les attaques capitalistes. Pour les prolétaires français et immigrés elle est un exemple de ce qu'ils doivent faire pour s'opposer aux restructurations dans tous les secteurs de l'industrie.

Il faut que cette grève vive, qu'elle soit victorieuse ! Mais pour cela les mineurs britanniques ont aujourd'hui un pressant besoin que s'exerce la solidarité matérielle et financière la plus large, la plus internationale.

Nous appelons tous les ouvriers, tous les groupes d'ouvriers à organiser des campagnes de solidarité. Pour notre part nous lançons une souscription de solidarité. L'argent que nous récoltons ne sera pas transmis par la voie des bureaucraties syndicales britanniques, mais sera expédié directement à des groupes d'ouvriers ou de soutien locaux.

Camarade, défend la grève en nous faisant pervenir ta souscription de solidarité par chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre de:

VALENTINI
7, avenue de la Forêt-Noire
67000 STRASBOURG.

avec la mention "solidarité à la grève des mineurs".

Hongrie : chômage réel au pays du socialisme bidon

Dans une interview accordée le 8 septembre 1984 au quotidien Nepszabadsag, organe officiel du parti communiste hongrois, M. Albert Racz, chef du service chargé des salaires et de la gestion de la main-d'oeuvre, a reconnu que le chômage existait en Hongrie malgré une pénurie générale de main-d'oeuvre ("Le Monde" du 11 septembre 1984). M. Racz a encore déclaré que "certaines régions de Hongrie sont "atteintes par le chômage en raison de la "rationalisation accrue de la production", (tiens, là-bas aussi !) et que "à l'avenir, les "travailleurs devront accepter de quitter "leur région, de se déplacer, et même de "changer de métier selon les besoins du "marché du travail", (tiens, là-bas aussi!). "Le Monde" ajoute: "alors qu'on estime à "90 000 le nombre d'emplois à pourvoir en "tout, dont 30 000 à Buda-Pest, 3 des 19 "départements ruraux comptent plus de "2 000 chômeurs, dont la plupart sont des "jeunes à la recherche d'un premier emploi".

Par ailleurs, M. Karoly Demeter, directeur général de la société hongroise Tungsram, premier fabriquant européen d'ampoules électriques, a indiqué dans un entretien publié le 28 août par le quotidien du parti communiste hongrois Nepszabadsag que 1 500 des 23 000 employés de la société allaient être licenciés ("Le Monde" du 30 août 1984). Pourquoi donc ? Selon son directeur, la société Tungsram doit "prendre des mesures de rationalisa-"tion, notamment dans le domaine de l'em-"ploi, pour mieux faire face à la concurren-"ce des pays d'Extrême-Orient et d'autres "pays socialistes (tiens !) et combler son "déficit".

Une des filiales de cette société en Irlande à Cork, a déjà été fermée à cause d'un fort déficit d'exploitation.

"Le Monde" nous apprend encore que le 15 août 1984 une entreprise d'Etat déficitaire, I.G.V employant 1 300 personnes et spécialisée dans les machines à écrire et la mécanique de précision, a été dissoute en raison d'un déficit chronique.

Restructuration et rationalisation de la production, licenciements et chômage: à l'Est comme à l'Ouest, c'est la même chose pour les prolétaires. Comment pourrait-il en être autrement puisqu'il s'agit dans les 2 cas, comme nous n'avons jamais cessé de le dire, de capitalisme, c'est-à-dire d'une production par entreprise et pour le marché, basée sur le salariat. La Hongrie et les pays de l'Est peuvent bien se dire socialistes ou communistes: les faits sont là pour démontrer le contraire.

Solidarité avec les prisonniers politiques marocains

Les grèves de la faim commencées en juillet dans les prisons marocaines ont fait 3 morts: Moustapha Bel Houari (29 ans), Doureidi Moulay Boubkeur (19 ans), un autre gréviste de la faim, Meskini est mort le 18 juillet à la prison de Beni Melal.

La grève a débuté le 4 juillet à la prison de Marrakech mais pour casser le mouvement, les autorités ont rapidement dispersé les grévistes dans plusieurs prisons. Les prisonniers ont cependant réussi à faire sortir un texte dans lequel on lit: "nous ne sommes pas responsables des mou-"vements populaires, dont la ville de Marra-"kech a été le théâtre. Les manifestations "se sont produites spontanément à la suite "de la situation faite au peuple par le pou-"voir actuel, en particulier dans le domaine "économique (inflation, augmentation du prix "des denrées de première nécessité) ou dans "le domaine social (réduction et restriction "de la gratuité scolaire, réduction des bud-"gets sociaux) (...) nos jugements et nos dé-"tentions sont totalement arbitraires, les "dossiers d'accusation étaient vides de preu-"ves et de charges. Les peines qui nous ont "frappés, 1 à 15 ans de prison - étaient "destinées à tromper l'opinion publique et "à lui cacher les causes réelles de l'explo-"sion populaire des rues (...) . L'accusation "d'avoir créé une organisation en liaison "avec le mouvement Ilal-Amam est com-"plétement fausse et sans réalité. En fait "les détentions ont été opérées par un "choix systématique parmi d'actuels et d'an-"ciens militants de l'UNEM (1) et des ly-"céens, qui ont participé à des grèves dans "leurs établissements pour protester contre "la taxe de 50 dirhams à payer pour passer "le baccalauréat" (2).

Comme en Tunisie, l'Etat marocain frappe au hasard pour **terroriser** les masses et faire des exemples. La théorie du "complot" et des "meneurs" est complétement fausse et n'a pour but que de donner un semblant de justification à la répression. La plus grande faiblesse des mouvements de janvier est justement leur manque d'organisation, de meneurs, leur caractère d'explosion spontunée. Une organisation est précisément nécessaire pour éviter que le courage et l'esprit de révolte des masses se perdent en vain et pour qu'ils soient dirigés vers le renversement du pouvoir bourgeois.

Les partis de l'opposition de gauche démocratique ne pensent évidemment pas une minute à renverser le régime, ni même à lui faire de la peine (3). Ils se sont donc bien gardés de parler des grèves de la faim. Le sinistre pantin "socialiste" Abderrahim Bouabib, secrétaire général de l'USFP, a eu le cynisme de déclarer à la presse française le 30 août: "force est de constater que les grévistes de la "faim ont mal choisi leur moment pour fai-"re parler d'eux. En pleine campagne réfé-"rendaire, et avant les élections du mois "prochain. C'est regrettable, mais leur cas "ne préoccupe pas toute l'opinion. De plus "ils sont très isolés". Par qui sont-ils isolés, sinon par cette même USFP et par le PPS préoccupés à construire l'unité nationale et la démocratie ? Sans doute ces partis auraient-ils préféré que les grévistes meurent discrétement quelques semaines avant ou qu'ils arrêtent leur mouvement.

La venue de Mitterrand au Maroc a soulevé quelques espoirs parmi les familles, espoirs vite déçus. Mitterrand est prêt à faire du bruit pour un Sakharov, mais pas pour des jeunes arabes. L'impérialisme français ne bougera pas le petit doigt en faveur de grévistes de la faim chez ces alliés (cas des Irlandais) ou chez des vassaux. Il est directement **complice** des mesures de répression prises pour le maintien de l'ordre au Maroc.

Les grèves de la faim ont finalement cessé début septembre à la suite d'une vague promesse des autorités. Mais le 25 septembre les 27 grévistes survivants reprenaient la grève de la faim pour 2 jours, puis à nouveau le 7 octobre, aucune promesse n'ayant été tenue. Devant le mur du silence qui entourre les geôles infâmes de la monarchie marocaine la solidarité des travailleurs et des militants en France même, est irremplaçable. ●

Le 7/10/1984.

1) Union Nationale des Etudiants Marocains.
2) "Le Matin" du 30/8/84.
3) Le dernier congrès de l'USFP a bien parlé de la nécessité d'un "changement radical". Mais qui peut croire à cette résolution alors que Bouabib était ministre du gouvernement royal ?

CRITIQUE DE LA THEORIE DE LA "REVOLUTION NATIONALE-DEMOCRATIQUE POPULAIRE DE TYPE NOUVEAU"

Tchad : après l'accord franco-libyen

Le retrait combiné des soldats français et lybiens est une incontestable **victoire** pour l'impérialisme français. L'intervention militaire **directe** avait été décidée devant la pression des USA et avec beaucoup de réticences. Non pour des questions de principe: parmi les premiers actes du gouvernement de gauche en Afrique (été 1981) il faut rappeler le "changement" de gouvernement effectué par les militaires français en Centrafrique et le soutien logistique (transport de troupes) accordé par l'armée française aux soldats sénégalais pour écraser la rebellion en Gambie. Mais la bourgeoisie française juge les relations avec la Lybie plus importantes que le sort du Tchad. Une confrontation directe avec les troupes lybiennes, qui aurait en plus été très risquée pour le corps expéditionnaire, était ce qu'elle cherchait à éviter.

D'autre part, toute une série de défaites ont appris à l'impérialisme français que s'il est facile de commencer une guerre coloniale, il est beaucoup plus difficile de s'en tirer sans mal. Enfin, la bourgeoisie craint toujours les possibles conséquences **déstabilisatrices** d'une guerre sur l'équilibre politique en France même. C'est pour toutes ces raisons que tant de commentateurs bourgeois avaient exprimé leurs craintes devant "le guépier Tchadien" (1).

Mais l'aggravation de la situation internationale oblige de plus en plus les différents impérialismes, y compris les impérialismes de second rang comme le "notre", à "**montrer ses muscles**". La France ne sauvera ses chasses gardées que si elle est capable de les défendre contre les appétits rivaux et contre les masses exploitées.

L'intervention militaire a, dès le début, été en conséquence bien définie comme une opération "coup de poing", relativement massive et limitée dans le temps. Les troupes de Habré ont été pendant toute une période entraînées, équipées, conseillées (avec formation d'Etat-major mixte) pour les transformer, de bandes disparates en embryon d'armée régulière, capable de résister seule à l'adversaire. Parallèlement , les contacts n'ont pas cessé pour arracher au GUNT les fractions les moins solides. Et dans la mesure où les groupements du GUNT, pas plus que Habré, ne représentaient ni ne s'appuyaient sur des forces sociales capables d'apporter une solution aux problèmes du Tchad, la plupart finirent par se vendre au plus offrant: la France.

Sur le plan de la politique intérieure française, l'intervention avait été précédée par une formidable campagne d'hystérie et d'intoxication guerrière (avec déclarations d'intellectuels "humanitaires", nouveaux philosophes et anciens maoïstes à la clé). Par la suite, la propagande embraya sur le rôle "pacifique" et "humanitaire" des soldats français. Au moment du retrait, tous les journaux se sont remplis de colonnes de chiffres aimablement fournis par les sources spécialisées de l'armée sur les opérations médicales, les évacuations sanitaires, les réfections de maisons, les aides en tout genre, l'effet bénéfique sur le commerce local dus à "nos" braves parachutistes.

Cette propagande n'a pas entraîné l'adhésion enthousiaste des travailleurs français; mais ce n'était pas le but recherché. Ce que voulait l'impérialisme français, c'est **avoir les mains libres.** Ce résultat a été obtenu sans coup férir grâce aux organisations de gauche qui ont contribuée à propager toutes les justifications mensongères de l'intervention.

Le résultat de cette opération réussie est un **encouragement** direct pour d'autres interventions, **qui se préparent sous nos yeux d'ailleurs:** "le plus gros des soldats "français ne sera pas rapatrié, il sera can-"tonné en Centrafrique où, la situation poli-"tique donne quelques soucis à Paris et "d'où il pourra être envoyé facilement dans la région (au Tchad **ou ailleurs**)."

L'autre région chaude pour l'impérialisme français est l'Afrique du Nord, comme le remue-ménage diplomatique des dernières semaines l'a montré. "Le Nouvel Observateur" du 21/9/84 révèle que "Paris a organisé le mois dernier, en grand "secret, un exercice d'un genre particulier. "Une flotille d'hélicoptères Puma, a trans-"porté en quelques heures dans le Sud Tu-"nisien, après avoir été ravitaillée en cours "de route, une section de troupes de choc "avec son équipement complet".

Les menaces sont donc claires. La fin **officielle** des 2 interventions militaires outre-mer (rappelons que 1 300 soldats français stationnent encore au Sud-Liban où, sous le casque de la FINUL, ils **coopèrent** avec les Israéliens dans le maintien de l'ordre) ne signifie pas une diminution de l'agressivité de l'impérialisme français, mais une simple pause avec le renforcement de sa présence militaire outre-mer et avant de nouvelles expéditions guerrières .

C'est dire l'importance de la lutte **anti-impérialiste** et l'inanité de mobilisations "pour la paix" qui laissent soigneusement de côté toute référence à l'impérialisme français. ●

1) Cf. le Prolétaire n°376.

Manœuvres bourgeoises et impérialistes au Maghreb

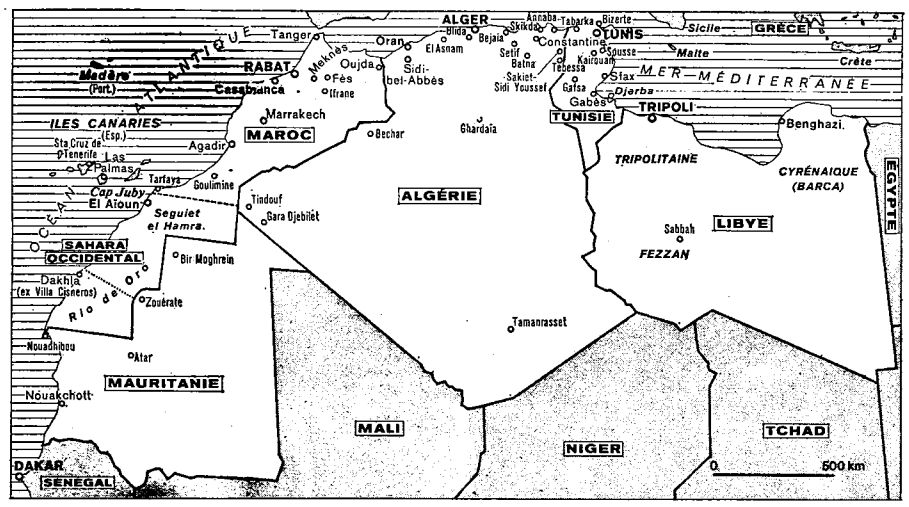
Le fameux "Maghreb des peuples", annoncé l'an dernier n'aura donc pas vécu longtemps. Il était facile de se rendre compte que sa seule réalité était le **Maghreb des polices** et qu'en aucun cas il ne pouvait dépasser les rivalités des Etats bourgeois de la région ou "tenir l'impérialisme à l'écart du Maghreb" comme le clamait haut et fort le pouvoir algérien.

Plus que jamais depuis l'indépendance, l'impérialisme est présent et joue de son influence. L'impérialisme français d'abord avec les visites "secrètes" à grand spectacle de Mitterrand au Maroc avant celle d'Alger;ces visites ayant été précédées et accompagnées de celles de divers émissaires dont François de Gossouvre, ancien chef des services secrets, conseiller spécial auprès de la présidence qui est venu s'entretenir de "questions de sécurité" avec les responsables tunisiens de la police et avec les dirigeants du Maroc.L'impérialisme américain, plus discret, n'a jamais cessé d'être présent grâce à ses accords avec le Maroc et la Tunisie, et il a engagé une "offensive de charme" auprès de l'Etat algérien. Il ne faudrait pas non plus oublier des impérialismes traditionnellement moins puissants au Maghreb, comme la RFA qui a conclu un accord fin mai avec la Tunisie pour la fourniture d'équipements à la police et pour la formation des flics tunisiens par des "experts de la sécurité intérieure".

Mais tout cela n'est encore que la pointe visible de l'iceberg dont l'énorme masse immergée a nom: monopole industriel des grands Etats capitalistes, domination de la finance internationale, dictature du marché mondial ...

SENS DE L'ACCORD MAROC-LYBIE.

La détérioration de la situation économique et sociale des pays de la région depuis le début de l'année a eu raison des tentatives de rapprochement des Etats bourgeois maghrébins. Bien sûr devant une menace de renversement de l'ordre établi dans un des pays, tous les autres feraient front, car ils savent qu'ils ne pourraient éviter la contagion révolutionnaire. Mais cette vérité fondamentale ne doit pas masquer le fait qu'en période difficile toutes les rivalités s'exacerbent parce que personne ne peut se permettre les sacrifices qui seraient nécessaires à l'entente commune. Dans les relations entre Etats bourgeois ce ne sont pas les beaux sentiments qui dominent mais les rapports de forces à travers lesquels chacun cherche à satisfaire ses intérêts aux dépens du voisin.



La monarchie marocaine a pris l'initiative de l'accord avec la Lybie car elle est dans la situation la plus difficile. L'économie continue de se détériorer, (le bilan publié cet été par l'organisation patronale CEDIES en témoigne: stagnation du PIB, recul de la production, poursuite de l'inflation) "l'aide" internationale (aussi bien saoudienne qu'occidentale) se fait plus rare et plus coûteuse alors que la poursuite de la guerre, malgré les cris de victoire, représente un fardeau intolérable; les émeutes de la faim montrent la gravité de la menace qui pèse sur l'ordre établi.

En signant l'accord avec la Lybie, Hassan II en attend des bénéfices politiques, militaires, économiques et diplomatiques.

Bénéfices politiques: il refait l'unanimité nationale autour du trône, il se redonne une légitimité perdue après janvier grâce au référendum et dans la foulée grâce aux élections qui permettent l'installation d'une "démocratie contrôlée"(1) dans le but de canaliser le mécontentement populaire.

Bénéfices militaires: c'est un nouvel affaiblissement de la cause du Polisario. On peut cependant douter que la Lybie envoie du matériel militaire au Maroc, qui en regorge grâce à l'aide française et américaine.

Bénéfices économiques: on a parlé d'aide économique de la Lybie, et d'envoi de centaines de milliers de travailleurs marocains chez le colonel Khadafi. Beaucoup de marocains ont été éblouis par ces perspectives. Mais là aussi il faudra certainement déchanter. La Lybie a des problèmes financiers en raison de la mévente du pétrole et a dû arrêter pas mal de projets industriels ou de chantiers.

Bénéfices diplomatiques: le plus important est l'isolement de l'Algérie, l'éternel rival; mais la bourgeoisie marocaine ne peut en retirer grand-chose alors qu'elle peut craindre un soutien accru au Front Polisario.

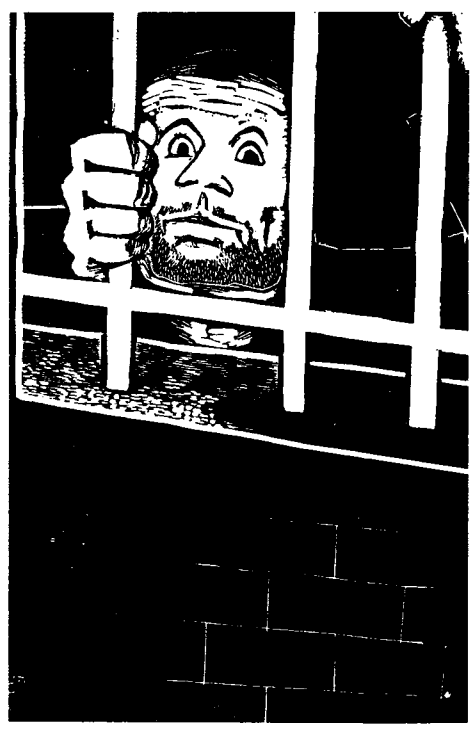
L'intérêt pour l'Etat lybien,en réalité guère enthousiaste, est qu'un succès diplomatique peut être utilisé comme une utile **diversion** aux difficultés économiques et au malaise politique qui semble s'amplifier.

En conclusion, nous voyons que le sens profond de cet accord est **anti-prolétarien.** Dans les 2 cas, mais surtout au Maroc, il s'agit d'une manoeuvre destinée à consolider politiquement un pouvoir chancelant (une des rares mesures concrètes dont on peut être sûr qu'elle sera appliquée, c'est l'échange prévu des opposants politiques!). Il est possible que les masses s'y soient laissées prendre et qu'elles se laissent prendre un moment à la démocratisation. La monarchie y gagnera un **sursis,grâce à la complicité des partis dits socialistes** (2). Mais ce sursis ne sera que de courte durée et les tensions explosives ne manqueront pas d'exploser à nouveau.

Les travailleurs et les militants révolutionnaires ne doivent pas tomber dans le piège des rivalités bourgeoises, ni dans l'illusion des unions entre Etat bourgeois.La seule union qui pourra être solide et qui vaille la peine qu'on travaille pour elle est l'union des masses exploitées contre tous les Etats bourgeois et contre l'impérialisme. ●

1) Expression de "Jeune-Afrique" pourtant peu habitué à critiquer l'Etat marocain.
2) Les soi-disant communistes du PPS écrivent dans Al Bayane du 30/8: " la première "caractéristique que l'on rencontre dans ce "traité c'est son contenu progressiste, anti-"impérialiste et anti-sioniste (...) la troisiè-"me réalité c'est que ce traité est démo-"cratique (...)" et ainsi de suite. Nul doute que le roi saura récompenser ces larbins pour tous leurs efforts.

RESISTANCE PROLETAIRE DANS LES PRISONS



Le 15 septembre les 5 militants arrêtés dans le cadre de la répression contre Action Directe commencent une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention. Le 25 septembre, F. Oriach et Marina da Silva rejoignent le mouvement ainsi que 6 détenues du quartier femmes de Fleury-Mérogis en solidarité avec Helyette Besse; ils sont suivis le 26 par Gauzens et 5 autres prisonniers.

Mais le lundi 1 octobre le mouvement prend une autre ampleur avec l'entrée en lutte de **centaines de détenus** de Fleury-Mérogis puis de Loos-lés-Lille (le 8 octobre). Les détenus protestent contre les brimades, le racisme, les conditions de vie dans les prisons. Parmi les revendications du texte des grévistes de Fleury (que nous ne pouvons reproduire in extenso faute de place): "dénonçons l'usage abusif "des sanctions disciplinaires (...).Demandons "l'augmentation des salaires des détenus tra-"vaillant en prison (non à l'esclavagisme)(..) "Demandons la suppresion du statut de Dé-"tenu Particulièrement Surveillé (nouvelle "appellation des QHS, officiellement suppri-"més par Badinter -NDLR) (...). Dénonçons "l'insécurité qui règne en prison: taux de "suicide en augmentation, auto-mutilisations, "insuffisance de soins médicaux, réglemen-"tation stricte qui ne laisse aucune chance "de survie aux détenus en danger. Dénon-"çons les passages à tabac, les ratonnades "fréquentes envers la population pénale mi-"grante. Demandons le respect des religions "ainsi qu'une nourriture en accord avec les "détenus de culture migrante (...)".

Le texte, qui rappelle les espoirs nés de la victoire de la gauche, constate que les choses se sont **aggravées** depuis. Il continue par des revendications sur les parloirs et pour la mise en place de "parloirs sexuels". Il demande la mise en place d'une "intersyndicale des détenus afin "d'être sur le même pied d'égalité que le "personnel pénitentiaire ". Il se termine enfin par un "appel à tous les détenus des au-"tres prisons afin qu'ils réagissent et orga-"nisent des grèves de la faim tournantes".

Contrairement à l'image répandue par la grande presse, l'immense majorité des détenus ne sont pas des truands ou des éléments du "grand banditisme",mais des personnes en détention provisoire (50%), des "petits délinquants" et des travailleurs immigrés en situation irrégulière (10%),64% des hommes, 52 % des femmes ont moins de 30 ans. Leur origine sociale ne fait aucun doute: 67,6 % ont un salaire inférieur à 3 000F alors que cette proportion n'est que de 34 % dans la population active totale. La justice bourgeoise est une justice de **classe** qui frappe essentiellement des travailleurs, des chômeurs et des individus issus des couches exploitées de la population. C'est la raison pour laquelle les luttes pour l'amélioration des conditions de détention et pour l'organisation des détenus face à l'arbitraire de l'administration doivent rencontrer la sympathie et le soutien de tous ceux qui se réclament de la lutte ouvrière. ●

Le 12 octobre 1984.

Incendie prolétarien en Afrique du Sud

C'est une constante dans les révoltes de la population noire d'Afrique du Sud: elles ont un épicentre bien précis, **le triangle industriel** du Vaal.

Ce fût le cas lors des journées sanglantes de Soweto en 1976 (500 morts); ce fût le cas pour Sharpeville en 80; c'est encore le cas ces derniers jours (Sharpeville); et si le nombre des morts est moins lourd, 75 **officiellement**, le caractère indiscutablement **ouvrier** des troubles s'est répété avec une plus grande extension aux cités-satellites non loin de Johannesbourg, à Soweto, dans le Nord du Transvaal. Le 17 septembre la première grève autorisée de l'histoire de l'Afrique du Sud a commencé. Des dizaines de milliers de mineurs noirs des mines d'or ont suivi le mouvement pour une augmentation de 25 % des salaires.

Malgré "l'autorisation" la grève a été impitoyablement réprimée.Des grèves non autorisées également réprimées ont éclaté dans d'autres mines. A Durban des grèves ont eu lieu à Dunlop, à Unilever , Hart. La direction de Dunlop a licencié la plupart des ouvriers (1 200) en grève: la loi sud-africaine autorise le licenciement des employés dès le début d'une grève légale! Une étude récemment publiée à Londres indique que les hauts dirigeants et les cadres supérieurs des entreprises sud-africaines sont parmi les mieux payés du monde (salaire moyen de près de 8 000 Rands par mois). Il en va tout autrement des ouvriers noirs: dans les mines le salaire moyen est officiellement de 300 Rands, et dans la réalité autour de 150 Rands par mois (un Rand égal à 5,5 FF).

Ces mouvements, même s'ils sont partis sur des revendications matérielles "immédiates" (augmentation des salaires, baisse des loyers et des tarifs d'électricité, etc.) ont revêtu un caractère indéniablement **politique.** Ils ont eu lieu au moment où le pouvoir blanc a promulgé sa nouvelle constitution, pour tenter de revêtir d'un vernis démocratique le système de l'apartheid. Rappelons que 5 millions de blancs dominent 20 millions de noir (75 % de la population) ainsi que 2,5 millions de métis et 850 000 Indiens. Les représentants les plus clairvoyants de la communauté blanche, à l'exemple de Harry Oppenheimer président de la société des mines de diamant De Beers, de l'Anglo-Américan, etc. sentent que le maintien de l'état des choses actuel sera à la longue impossible. Ils ont inspiré les réformes mises en place par le premier ministre Botha, fortement contesté d'ailleurs par les super racistes (80 % de la population blanche Afrikaner serait opposée à toute idée de réforme de l'apartheid d'après un sondage de mars dernier). Le but de cette réforme est de **diviser** l'énorme masse des opprimés,avec quelques droits accordés aux métis et aux indiens. Une chambre parlementaire pour les métis et une autre pour les indiens sont créées (bien entendu leur compétence ne doit pas dépasser les affaires purement locales). Pour diviser les noirs le pouvoir raciste a depuis longtemps mis en place les sinistres **bantoustans** où est déportée de force une partie de la population noire,tandis que seuls 4 à 5 millions sont autorisés à travailler dans les villes industrielles. La réforme prévoit un certain degré "d'autonomie" et "d'indépendance" pour ces bantoustants qui, établis dans les zones les plus pauvres et les plus incultes, sont en fait **totalement dépendants** du pouvoir central. Au sein des communautés noires le pouvoir essaye de constituer des couches "privilégiées" en autorisant l'accession à la propriété privée et en confiant certains postes administratifs à des noirs (1).

ECHEC DE LA REFORME.

Les émeutes et les troubles de ces dernières semaines ont montré que les masses exploitées ont bien perçu la réalité de cette mascarade. Les élections dans les communautés métis et indiennes ont été un échec et les consignes de **boycott** ont été massivement suivies: 29 % de votants seulement chez les métis et 17 % chez les indiens (chiffres officiels). Ces communautés ont montré leur capacité, quoique avec certaines limites, à faire cause commune avec les noirs.

La riposte des masses noires a été beaucoup plus **radicale.** Elles ne se sont pas contentées de boycotter les nouvelles institutions, mais elles se sont lancées à l'assaut des symboles de l'apartheid; elles s'en sont prises aux éléments noirs qui avaient été tentés d'entrer dans le jeu du régime. Leur riposte est allée au-delà d'une revendication d'égalité des droits de vote; elle a visé tout le régime de ségrégation raciale sur lequel s'appuie l'extraordinaire richesse de l'Afrique de Sud blanche grâce à une exploitation sans égale de la force de travail. Et elle l'a attaquée avec une violence qui ne laisse **aucun espoir** aux réformes de façades.

Base ouvrière; revendications politiques en plus des revendications économiques; extension croissante des foyers, essentiellement industriels, de la révolte: voilà les aspects qui doivent être soulignés comme des signes de la nature **classiste** d'un mouvement extrêmement vigoureux qu'on voudrait faire passer pour **exclusivement** racial. Seul un mouvement de cette nature, avec son épicentre dans les zones les plus hautement **industrialisées** du pays peut donner le coup de grâce à l'infâme république blanche de Prétoria. ●

1) Selon "Afrique-Asie" n° 331, le maire de Soweto, une créature du régime, déclare avoir obtenu 750 millions de rands de la part d'intérêts français pour implanter des super-marchés.

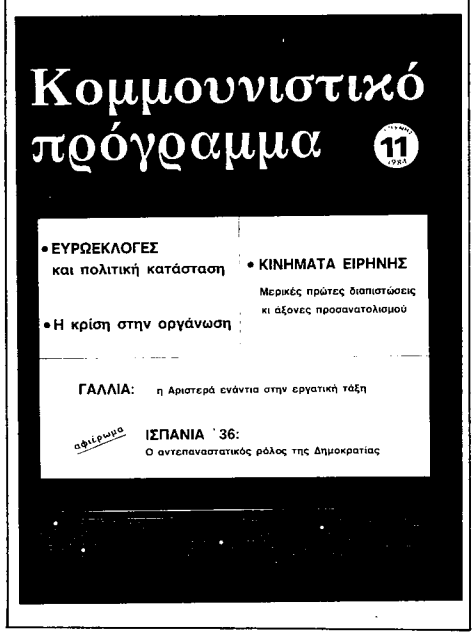
MEDIA = INTOX

Le 16 septembre, l'événement au Liban pour notre célèbre radio France-Inter:

"Liban: la fête continue à Bey-"routh: aujourd'hui, dimanche, réouverture "de l'hippodrome, les paris marchent très "fort ... ".

Réjouissons-nous, deux ans après les massacres de Sabra et de Chatila du 16/9/82,les chevaux, leurs propriétaires et les turfistes sont en liesse, c'est déjà ça!

LISEZ ET DIFFUSEZ NOTRE REVUE GRECQUE !



DANS CE NUMERO

- Désunis pour mieux soumettre. p2
- Modernisation, redressement . p3
- Août 14. p4
- Correspondance: Malville 84.
- Tract Malville.
- Chômage des jeunes. p5
- Expulsions: travaux pratiques. p6
- Extraditions: l'étau se resserre.
- Le réformisme à livre ouvert.
- Les pluies acides du capital. p7
- La grande bouffe.
- Ce qui nous caractérise. p8
- Lénine: La révolution instruit .
- Pologne. p9
- Grève des mineurs anglais. p10
- Hongrie: chômage réel.
- Tchad: accord franco-lybien. p11
- Maghreb.
- Solidarité avec les prisonniers politiques marocains.

ADRESSE UNIQUE (pour la France)
VALENTINI
7, AVENUE DE LA FORET-NOIRE
67000 STRASBOURG.

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions programme. 12, rue du Pont
1003 LAUSANNE.